

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

UNIA

N° 7

27^e année · vendredi 26 avril 2024

le bimensuel du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

POUR UN PLAFONNEMENT DES PRIMES MALADIE



OLIVIER VOGELSANG

L'initiative d'allègement des primes maladie, soumise au peuple le 9 juin prochain, demande que ces dernières n'excèdent pas le 10% des revenus des assurés. Une proposition soutenue par Unia. Arguments. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

La pilule ne passe plus

Sonya Mermoud

«**B**aisser les primes, augmenter les salaires!» Voilà le mot de ralliement des syndicats pour ce 1^{er} Mai. Un appel pour le moins justifié face à la difficulté croissante de la classe moyenne de maintenir son pouvoir d'achat. Et, pour les moins bien lotis, de garder tout simplement la tête hors de l'eau. Et pour cause. L'inflation et l'explosion des coûts de l'assurance maladie grèvent les budgets des ménages sans que les rémunérations aient été majorées en conséquence. Les bas revenus et les familles peinent de plus en plus à s'acquitter des montants exorbitants réclamés pour leur droit d'accès aux soins. Les primes ont vraiment de quoi les rendre malades. Elles ont plus que doublé en vingt ans. A titre d'exemple, note l'Union syndicale suisse, une famille de quatre personnes devra cette année débours

un montant moyen de 15 200 francs, voire, à Genève, de 19 700 francs. Et cela sans avoir recouru à des prestations, ni acheté le moindre médicament! Cet état de fait n'a pas empêché pour autant nombre de cantons de couper dans les subsides! Aux assurés de faire des efforts, appelés à changer annuellement de caisse pour rejoindre les moins onéreuses – un tourisme stérile, les primes suivant la courbe des coûts. Ils sont aussi invités à privilégier des modèles de couverture alternatifs plus avantageux. Comme s'ils n'avaient pas déjà recouru – 80% d'entre eux ont opté pour cette solution. Et ce alors que l'annonce d'une nouvelle flambée des primes semble encore se profiler à l'automne. Cette situation n'est plus tolérable. Dans ce contexte, les syndicats préconisent de soutenir le remède imaginé par le Parti socialiste: le plafonnement des primes à 10% du salaire. Cette proposition sera soumise au verdict des urnes le 9 juin prochain. Pour qu'elle aboutisse, elle nécessitera l'engagement du plus grand nombre. Rien d'impossible, comme l'a prouvé l'adoption de la 13^e rente AVS. Un succès historique sur lequel il s'agit de s'appuyer et qui doit servir d'aiguillon à la mobilisation.

Ce 1^{er} Mai sera aussi consacré à la question des augmentations des rémunérations. Un autre impératif face à la stagnation des salaires réels depuis 2016. Et ce quand bien même différentes branches ont, à la suite de négociations entre les partenaires sociaux, accepté de couvrir l'entier ou une partie du renchérissement. Mais pas toutes. On pense notamment au secteur principal de la construction et à la pingrerie de la fa-

tière patronale qui a refusé d'entrer en matière sur la hausse syndicale réclamée, prétextant que les entreprises agiraient naturellement dans ce sens. Résultat: près de la moitié des maçons n'a pas reçu un kopek de plus. Une honte vu l'inflation et sachant que les carnets de commandes sont pleins. Un calcul aussi irresponsable dans un domaine confronté à une pénurie de main-d'œuvre aggravée, clairement liée à des conditions de travail peu engageantes.

Il est temps que les forces vives de ce pays touchent leur part du gâteau. Que la classe laborieuse, toujours plus productive, cesse de s'appauvrir alors que managers et actionnaires se paient grassement sur son dos. Il est aussi clairement l'heure de mettre un terme à la spirale ascendante des primes face à l'inertie des politiques, le renvoi de balle entre les différents acteurs de la santé, et les pharmas qui continuent à se frotter les mains, portées par un lobby tout-puissant. La pilule ne passe plus.

Journée festive et de lutte des travailleuses et des travailleurs, ce 1^{er} Mai sera ainsi non seulement l'occasion de vivre un moment privilégié de convivialité, mais aussi de porter haut et fort les revendications syndicales. Le muguet, symbole du renouveau et du partage associé traditionnellement à la fête, illustrera la nécessité de s'unir pour changer de paradigme en matière de primes, les poings levés montreront, eux, la direction que doivent prendre les salaires. ■

PROFIL



Nicolas Fournier, une œuvre minérale. **PAGE 2**

CONSTRUCTION

Un maçon sur deux n'a pas été augmenté. **PAGE 7**

INTERVIEW

Sylviane Herranz, rédactrice en cheffe, part à la retraite. **PAGES 4-5**

VAUD

Les travailleurs de Vetropack mobilisés contre la fermeture de la verrerie. **PAGE 13**

L'ŒUVRE MINÉRALE ET SENSIBLE D'UN FORÇAT DE LA CRÉATIVITÉ

Peintre et plasticien, Nicolas Fournier est fasciné par le monde minéral. Même les carrières de pierre exploitées pour la construction titillent sa créativité

Sonya Mermoud

A 56 ans, Nicolas Fournier se considère comme un jeune peintre. Et pour cause. Formé à l'école des Beaux-Arts à Genève, section volume, l'homme a tout au long de son parcours privilégié l'installation et le dessin. Avant que sa première passion pour huile et pinceaux, plantant ses racines dans l'enfance déjà, ne finisse par le rattraper. «J'ai toujours eu envie de peindre. Mais je ne m'y suis pas autorisé avant l'âge de 50 ans ou presque. La rencontre avec cette technique s'est révélée bouleversante», raconte le Valaisan d'origine, qui précise avoir aussi largement consacré son temps à sa famille et au logement, réduisant d'autant sa disponibilité artistique. Marié et père de deux enfants, enseignant à mi-temps les arts visuels dans un collège du bout du lac, Nicolas Fournier s'est parallèlement investi dans la construction d'une coopérative d'habitations participative. Un lieu écosocial réunissant une centaine de personnes où il vit avec les siens. «J'ai mis beaucoup d'énergie dans ce projet, aussi soucieux de sortir le logement du milieu spéculatif; et après avoir perdu l'atelier que j'occupais dans un squat. Aujourd'hui, avec des enfants adultes, je peux me vouer davantage à mon œuvre», ajoute celui qui affirme travailler comme un damné, puisant ses forces dans la peinture. Et confiant sa peur de manquer de temps face aux ans qui passent.

SE RÉAPPROPRIER LES IMAGES

«Ma curiosité se révèle énorme. J'ai le sentiment de me trouver au début d'un processus. Terriblement excitant!» s'enthousiasme le peintre, qui a développé une approche bien personnelle. Nicolas Fournier réalise des tableaux sur la base de photos qu'il prend lui-même ou d'autres provenant de sources plurielles – internet, presse, archives, etc. Ces modèles sont reproduits à l'identique ou presque, à l'exception des couleurs, irréalistes. Il les associe ensuite dans des installations mélangeant le registre des sujets, scientifiques ou fictifs, actuels ou passés, ordinaires, intrigants, ou triviaux. Sa démarche repose sur son besoin, face au matraquage ininterrompu des images, de se les approprier, d'en détourner ou d'en enle-

ver la charge, de questionner mémoire et temps... Le spectateur est invité de son côté à tisser des liens entre les différentes peintures formant les compositions. Une relecture susceptible de le déconcerter, admet l'artiste, défendant néanmoins l'idée d'une certaine «intranquillité» face à son travail. Et encourageant chacun à recourir à ses propres clefs. «Mon métier consiste à peindre, non à verbaliser. Le regardant fait le tableau», assure Nicolas Fournier, pensif, non sans préciser que ces réalisations sont autant d'autoportraits. Mais l'intime ne touche-t-il pas à l'universel?

AU CŒUR DES CARRIÈRES

L'œuvre de l'artiste s'inspire largement de l'univers minéral, des éléments géologiques, des manifestations particulières de la nature comme les avalanches, les éruptions volcaniques, les météorites, etc. Autant de phénomènes porteurs de puissance et de fragilité à la fois qui entrent en résonance avec le microcosme intérieur de l'artiste. Nicolas Fournier se passionne aussi pour les paysages fabriqués par l'homme, à l'image des carrières d'exploitation. Et effectue actuellement un travail en lien avec cet intérêt, bénéficiant d'une bourse de l'Etat du Valais. «Je consulte des archives, visite des carrières, m'informe auprès de professionnels. L'humain a toujours taillé la pierre. Une tradition et un savoir-faire captivants», s'enthousiasme le Valaisan, prévoyant de produire une série de lithographies. «J'envisage également de réaliser, avec l'aide d'étudiants en architecture, un chantier éphémère en terre crue, dans une zone géologique à risques dans le Haut-Valais. Ce dispositif fera par la suite l'objet de peintures.» Sensible à la question environnementale – Nicolas Fournier se déplace à vélo et en train, une gourde glissée dans son sac à dos –, ce passionné de sciences reste néanmoins optimiste face à l'avenir. «J'essaie de vivre en harmonie avec mes convictions, mais reste positif. Mes enfants s'impliquent beaucoup sur les questions climatiques, je m'applique aussi à leur amener un peu de légèreté», ajoute le quinquagénaire, soucieux de cette charge trop lourde pesant sur leurs épaules. Et cela alors que lui a grandi dans un milieu enga-

gé en faveur des immigrés, contre le nucléaire, etc., sans se départir de son espérance.

GARDER INTACTE SA FLAMME

Homme de négociations et de paix, l'artiste précise construire sa vie sur la bienveillance et l'amour. Et confie sa sidération face à la difficulté des êtres à vivre ensemble. A accueillir la différence. Pas de quoi le décourager toutefois. «Je crois en l'humanité. L'espoir ne me quitte pas. La créativité favorise mon équilibre, me permet de contourner les obstacles. Tous devraient saisir l'extraordinaire opportunité qu'elle offre.» Heureux, Nicolas

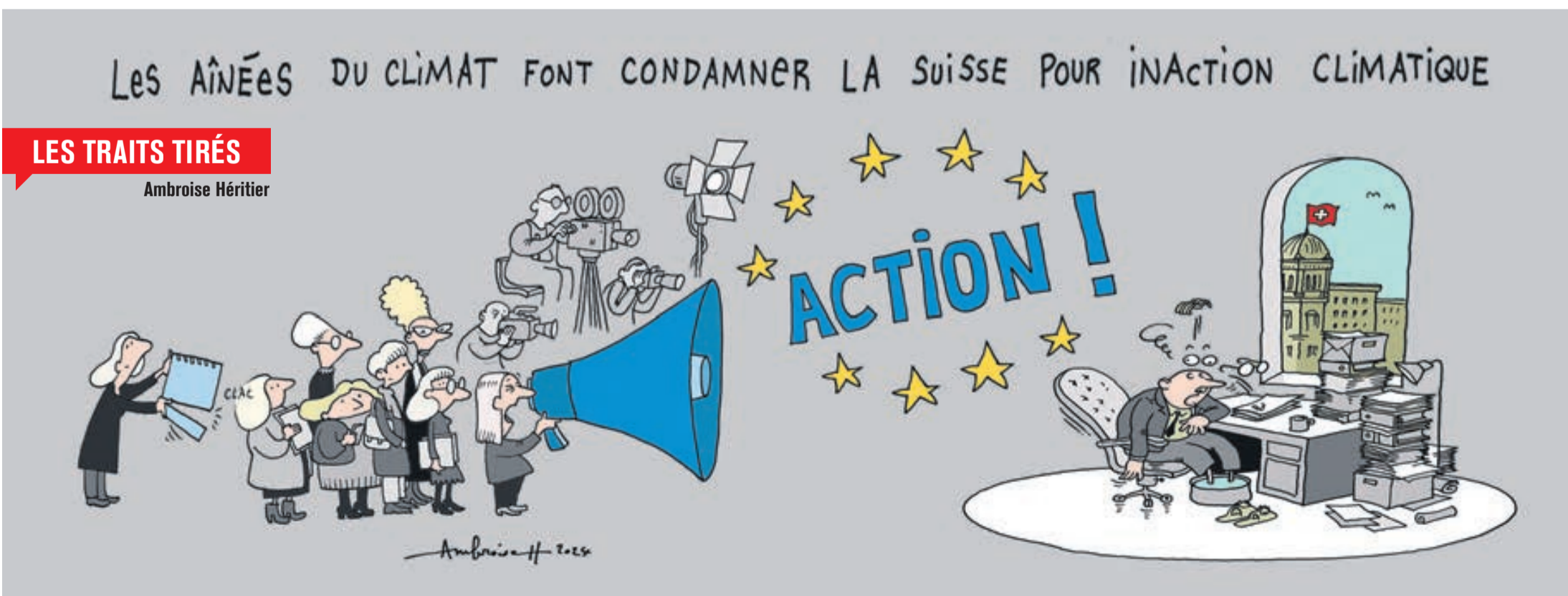
Fournier l'est également parce qu'il prend garde à ne pas «se laisser éteindre», évoquant un conseil de la metteuse en scène Ariane Mnouchkine entendu sur les ondes. Le quinquagénaire trouve aussi son bien-être dans les randonnées qui le ressourcent – il était baliseur de chemins pédestres en Valais. Dans le petit jeu spontané du «j'aime, je n'aime pas», il cite dans la première catégorie, en vrac, les chaussettes jaunes – il en porte ce jour-là –, les baskets de course (mais non courir), cuisiner, écouter des podcasts ou encore les arts de la scène, à l'exception du stand-up. Au chapitre de ce qu'il déteste, il mentionne les sports motori-

sés et le cinéma qui n'est pas distribué en salle. Enfin, questionné sur les paysages qui le font vibrer, le passionné du monde minéral parle de l'Islande et plus généralement de décors montagneux et enneigés. «Des scènes apaisantes, qui lavent, et qui permettent de remettre la rétine à zéro.» Une respiration dans le flux d'images nourrissant l'intrigante et puissante œuvre de l'artiste. Qui, peignant pour tenter de résoudre des énigmes, nous les soumet à son tour... ■

nicolas-fournier.ch



«Peindre m'aide à me connaître, à comprendre le monde qui m'entoure. Je n'imagine pas ma vie sans cette pratique», affirme l'artiste valaisan Nicolas Fournier.



«EN VINGT ANS, LES PRIMES ONT PLUS QUE DOUBLÉ!»

L'initiative d'allègement des primes, soumise au peuple le 9 juin, demande que les assurés ne consacrent pas plus de 10% de leurs revenus aux primes. Entretien avec Vania Alleva

Manon Todesco

Nouveau coup dur pour les assurés. Les primes d'assurance maladie vont bel et bien flamber, encore une fois, à l'automne 2024. On parle de 8,7% d'augmentation en moyenne par rapport à 2023, selon le Conseil fédéral, contre 6,6% l'an dernier. Les cantons romands seront particulièrement touchés avec des hausses de primes de 8,9% à Genève et dans le Jura, 9,2% à Neuchâtel et 9,8% à Fribourg. Ces primes prennent de plus en plus de place dans la part totale des revenus, constate Tobias Müller, professeur en économie de la santé, dans l'une de ses publications. «Durant les vingt dernières années, les primes ont augmenté de 105% en moyenne, contre 21% pour les salaires sur la même période. Elles représentent en moyenne 7% des revenus disponibles, contre un peu plus de 4% il y a encore vingt ans. Mais pour près de deux personnes sur cinq, les primes se situent dans la tranche de

10% à 20% des revenus disponibles.» C'est dans ce contexte que les électeurs sont appelés à voter sur l'initiative populaire «Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance maladie (initiative d'allègement des primes)» le 9 juin prochain. Pour rappel, l'initiative, lancée par le Parti socialiste et soutenue par les syndicats, propose un plafonnement des primes à au maximum 10% du revenu disponible. Les subsides seraient financés par la Confédération à hauteur de deux tiers environ, et le reste par les cantons.

Sans grande surprise, le Conseil fédéral s'y oppose, jugeant qu'elle coûtera trop chère (plusieurs milliards de francs par an) et qu'elle n'incitera pas à maîtriser les coûts de la santé...

Vania Alleva, présidente du syndicat Unia, s'exprime sur les enjeux de cette votation.



Face à une assurance maladie qui coûte toujours plus chère, les syndicats soutiennent le remède de plafonnement des primes préconisé par le Parti socialiste.

QUESTIONS RÉPONSES

Pourquoi est-il essentiel de voter pour cette initiative?

Les primes d'assurance maladie ne cessent d'augmenter. Au cours des vingt dernières années, elles ont plus que doublé. Avec l'initiative, nous stoppons cette évolution. Les primes d'assurance maladie seront plafonnées à 10% maximum du revenu disponible. Cela protège les revenus normaux, les familles, les retraités et les retraitées. La Confédération doit participer davantage au financement des réductions de primes.

Les opposants à cette initiative pointent souvent son financement: comment rassurer ses électeurs à ce sujet?

Aujourd'hui, les assurés paient le prix pour que les lobbies des groupes pharmaceutiques et du secteur de

la santé imposent leurs intérêts. Ils ont jusqu'à présent empêché les politiques de maîtriser les coûts de la santé. Il en résulte des primes plus élevées pour nous tous. En cas d'acceptation de l'initiative, la pression de l'augmentation des coûts de la santé se déplacera des payeurs de primes vers la politique. La Confédération et les cantons devront distribuer nettement plus de réductions de primes et seront alors incités à aller enfin de l'avant en ce qui concerne les prix des médicaments et la pseudo-concurrence coûteuse entre les caisses.

Est-ce que l'initiative du Centre, également au menu de ces votations, est une menace pour l'initiative socialiste d'allègement des primes?

Non. Le principal problème du système de santé suisse réside dans son financement non solidaire, notamment par le biais de la prime par tête

dans l'assurance de base. L'autre problématique est le gaspillage et l'affairisme dans le système de santé. Des mesures sont nécessaires pour maîtriser la croissance des coûts dans ce secteur. Et ce, sans mettre en danger la qualité des soins ni exercer une pression plus forte sur le personnel soignant déjà très sollicité.

Après la victoire de la 13^e rente AVS, est-ce que les pronostics sont bons pour un nouveau succès syndical le 9 juin?

Oui, selon les sondages, l'initiative a de bonnes chances. De plus en plus de ménages ont du mal à joindre les deux bouts. Depuis deux ans, le renchérissement englutit le pouvoir d'achat, alors qu'au même moment, l'économie se porte bien. Il faut changer la donne, ce n'est pas possible autrement. Il faut baisser les primes et augmenter les salaires! ■

S'Y RETROUVER DANS LA JUNGLE DES ASSURANCES

Bon à savoir! Votre assureur a jusqu'à fin octobre pour vous informer du montant de votre nouvelle prime 2024. Il vous sera ensuite possible de résilier ou de changer votre assurance maladie jusqu'à fin novembre. A noter que les assureurs maladie ont l'obligation d'accepter chaque personne dans l'assurance obligatoire des soins. Un outil* a été créé par la Confédération pour calculer vos primes et disposer de formulaires types pour changer de caisse facilement. ■

* priminfo.ch



Pour la sécurité des jeunes sur leur lieu de travail

Depuis le 1^{er} avril, les jeunes âgés de plus de 15 ans peuvent réaliser des travaux dangereux dans le cadre de mesures d'insertion professionnelle. Une interpellation a été déposée au Conseil national

Manon Todesco

Le 14 février dernier, le Conseil fédéral a accepté la modification de l'Ordonnance 5 relative à la Loi sur le travail (OLT 5), autorisant les jeunes âgés de plus de 15 ans à réaliser des travaux dangereux dans le cadre de mesures d'insertion du marché du travail. Cette modification, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2024, concerne les préapprentissage, les préapprentissage d'insertion ou encore les formations destinées aux jeunes confrontés à des troubles de l'apprentissage, à des situations de handicap ou à des défis liés à un contexte migratoire. En principe, il est interdit d'employer des jeunes à des travaux dangereux, c'est-à-dire des tâches susceptibles de nuire à la santé, à la formation, à la sécurité ou au développement physique et psychique des jeunes. «Le Conseil fédéral juge nécessaire de répondre à ce besoin et de permettre à des jeunes âgés de plus de 15 ans ne disposant pas des qualifi-

cations requises pour entamer une formation professionnelle d'effectuer des travaux partiellement dangereux», écrit la Confédération dans un communiqué de presse.

CONSEIL FÉDÉRAL INTERPELLÉ

En réaction à cette modification d'ordonnance, qui n'est pas attaquantable par voie légale, une interpellation a été déposée au Conseil national à la mi-mars. Son auteure, la socialiste Martine Docourt, qui est, par ailleurs, employée du département politique d'Unia, se dit préoccupée.

«Les travailleurs et les travailleuses de moins de 24 ans présentent un taux d'accidents professionnels deux fois supérieur à la moyenne nationale, souligne le texte de l'interpellation. Cette mesure aggrave le risque d'accidents professionnels auprès de cette population qui est déjà vulnérable. De plus, cette ordonnance va à l'encontre de la Convention 138 de l'OIT qui interdit la réalisation de travaux dangereux par les jeunes de moins

18 ans (ou de 16 ans en cas d'exceptions).» Cela étant dit, l'interpellation interroge, entre autres, le Conseil fédéral sur la manière dont il compte surveiller, documenter et prévenir les accidents professionnels chez les jeunes concernés par cette modification, mais aussi s'il pourra garantir que les jeunes en question seront bien en mesure de refuser d'exécuter un travail jugé dangereux.

«L'interpellation a été déposée pour visibiliser les préoccupations qu'entraînent ces changements d'ordonnance, commente Martine Docourt. Lors de la consultation, l'Union syndicale suisse avait dit être opposée à ces modifications, mais qu'en cas d'introduction, il fallait être clair sur la manière dont ces dispositions allaient être mises en œuvre.» Le Conseil fédéral doit répondre à cette interpellation par écrit, au plus tard cet été. Quoi qu'il en soit, l'interpellation n'a aucune incidence sur l'entrée en vigueur de ces changements d'ordonnance. ■

LE RÉFÉRENDUM CONTRE EFAS EST SOUS TOIT

Le Syndicat des services publics (SSP) a déposé la semaine dernière 57 000 signatures contre le Financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires (EFAS). Adoptée fin décembre par le Parlement, EFAS (acronyme germanophone d'*Einheitliche Finanzierung ambulante und stationär*) se présente comme une simplification du système de facturation des soins dans les hôpitaux et les EMS. Les caisses maladie prendront en charge 71,3% des dépenses, tandis que les cantons en assumeront 26,9%. Ces derniers verront donc leur part réduite puisque, aujourd'hui, ils versent au moins 55% des dépenses de soins des hôpitaux publics et contribuent au moins autant que les caisses maladie au financement des soins délivrés dans les EMS. EFAS transfère 11 milliards de francs de dépenses publiques des cantons aux assureurs. De plus, le plafonnement à 20% de la participation des assurés aux coûts dans les EMS sera supprimé, ce qui devrait provoquer une forte augmentation des primes. «Les caisses sont une partie du problème du système de santé, au lieu de réduire leur pouvoir, EFAS leur donne le contrôle sur tout le système», a déclaré devant la Chancellerie fédérale Christian Dandrès, président du SSP et conseiller national (GE/PS). «Le but des lobbies du marché de la santé, c'est que l'Etat et la population paient et que les décisions de répartition des ressources échappent au contrôle démocratique», a souligné Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse. La faitière syndicale et Unia ont apporté leur soutien au référendum lancé par le SSP. ■ JB

MOVENDO

L'institut de formation des syndicats



Retrouvez tous les cours sur www.movendo.ch
Scannez-moi!

Extrait des nouveautés et cours avec places libres dès mai 2024

Cours tout public

Nouveau: La traite des êtres humains et l'exploitation du travail

Sa 25.5 Lausanne, Hôtel Mirabeau

Fonctionner dans une équipe, un groupe, un comité

Lu 3 – Ma 4.6 Lausanne, Hôtel Mirabeau

Vivre son entretien professionnel avec aisance et confiance

Lu 3 – Ma 4.6 Morat, Centre du Loewenberg

Accueillir la diversité et déconstruire les préjugés

Je 6 – Ve 7.6 Morat, Centre du Loewenberg

Mes droits au travail, expliqués de façon pratique - asa

Ve 28.6 Neuchâtel, Hôtel Alpes et Lac

Cours pour membres de représentations du personnel et militant-es

Cours de perfectionnement pour membres de commissions du personnel

Lu 27 – Ma 28 – Me 29.5 Ste-Croix, Hôtel de France

Nouveau: Cours de base pour délégué-es syndicaux-ales

Lu 3 – Ma 4.6 Ste-Croix, Hôtel de France
+ 27.9 Yverdon, Grand Hôtel des Bains

Négociation collective

Je 20 – Ve 21.6 Ste-Croix, Hôtel de France

Le cycle ARPIP 24/25 pour les représentant-es du personnel dans les institutions de prévoyance commencera le 12 septembre

2024: Je 12.9 / Je 3.10 / Je 7.11 / Je 5.12

2025: Je 13.2 / Je 13.3 / Je 10.4 / Je 15.5 / Je 12.6

Retrouvez nos webinaires gratuits et l'ensemble de nos cours sur www.movendo.ch

Nous nous réjouissons de vos inscriptions!
N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information.

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par an sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions:

www.movendo.ch, info@movendo.ch, téléphone 021 310 48 70.

Fort d'environ 2800 membres, le **SSM** est le syndicat suisse le plus important du secteur des médias électroniques. Il représente le personnel de la SSR et celui des radios et télévisions privées. Le groupe SSM Suisse romande compte environ 800 membres qui travaillent pour la RTS ou dans les médias électroniques privés.



■ Schweizer Syndikat Medienschaffender ■ Syndicat suisse des mass media ■ Sindicato svizzero dei mass media ■ Sindicat svizzer dals meds da massa

Pour le secrétariat régional romand (Genève/Lausanne), nous recherchons une

Secrétaire syndical-e 60 %

Votre mission et vos responsabilités

Vous êtes responsable avec votre collègue des dossiers syndicaux et des questions relevant de la convention collective de travail pour les domaines radio, télévision et digital de la RTS. A ce titre, vous assumez des tâches variées. Vous assurez une assistance individuelle en cas de conflits de travail, vous soutenez nos comités dans leurs activités et le recrutement de membres et vous facilitez l'organisation des membres sur le lieu de travail. Votre domaine d'activités comprend également des tâches administratives, la participation à différentes instances dans le cadre du partenariat social avec la SSR ainsi que, au besoin, la participation à des négociations nationales et la collaboration au sein d'organes nationaux du SSM.

Votre profil

Titulaire d'une formation supérieure, vous avez plusieurs années d'expérience dans un syndicat (ou une organisation similaire), vous vous intéressez au secteur des médias et êtes attaché-e aux valeurs syndicales. Vous connaissez parfaitement les problématiques individuelles et collectives liées au droit du travail. Une formation juridique ou en droit des assurances sociales serait un atout. Vous savez travailler de manière indépendante et comprenez rapidement les enjeux. Vous donnez la priorité à l'implication des membres dans l'action syndicale. A l'aise dans les négociations, vous ne craignez pas de vous affirmer et vous travaillez consciencieusement. Traiter avec des personnes de tous les niveaux hiérarchiques ne vous pose aucun problème. Vous avez en outre une bonne aptitude à travailler en équipe et d'excellentes compétences de communication. Vous êtes évidemment disposé-e à assurer une présence dans les différents studios, à travailler en étroite collaboration avec les comités du groupe syndical, avec le secrétariat central et les autres bureaux syndicaux du SSM. Votre première langue est le français et vous avez une bonne connaissance de l'allemand écrit et parlé ainsi que des connaissances de MS Office. Vous acceptez de vous déplacer régulièrement entre Genève, Lausanne et la Suisse alémanique.

Nous proposons une activité indépendante, dans un environnement professionnel large et varié. Nous offrons de bonnes conditions de travail et des possibilités de formation continue.

Lieu de travail: Genève, avec des déplacements réguliers à Lausanne.

Veillez envoyer votre dossier de candidature **d'ici au 22 mai** par courriel à: candidature@ssm-site.ch

Pour toute question, veuillez contacter Valérie Perrin, secrétaire régionale du SSM romand, par courriel: valerie.perrin@ssm-site.ch

Unia est le plus grand syndicat de Suisse. Avec près de 180000 membres et 1200 quelque collaborateurs/-trices, nous luttons pour des conditions de travail équitables et pour une Suisse sociale. Notre organisation est dynamique et combative. Vous aimeriez vous engager pour une bonne cause? Alors, faisons connaissance.

UNIA

Ensemble pour de bonnes conditions de travail

Afin de remplacer un départ en congé maternité, rejoignez notre équipe de l'administration syndicale de la région de Neuchâtel pour une durée déterminée jusqu'au 31 janvier 2025 comme

Collaborateur-trice en CDD à 80%

Ce que vous faites bouger

Vous êtes résolu-e à relever un nouveau défi professionnel et à œuvrer pour un monde du travail plus juste et solidaire. Vous avez la fibre sociale et participez aux missions du syndicat. Vous êtes le premier contact de nos membres lorsqu'ils s'adressent à nous, votre empathie permet de les orienter avec bienveillance.

Ce que vous apportez

- CFC d'employé.e de commerce ou équivalent
- Plusieurs années d'expérience professionnelle
- Aisance dans les contacts et flexibilité
- Capacité à s'entretenir avec des personnes de milieux très différents
- Maîtrise du français à l'écrit et à l'oral
- La maîtrise d'une langue de la migration est un atout
- Vous êtes domicilié-e dans le canton de Neuchâtel
- Être en possession d'un permis de conduire est un atout

Ce que nous vous offrons

Unia vous garantit des conditions de travail modernes et de bonnes prestations sociales. Nous favorisons le travail à temps partiel, ce qui permet de concilier plus facilement la vie professionnelle et la vie familiale. Et votre potentiel de développement sera dûment encouragé. Un climat d'estime mutuelle, collégial et animé vous attend.

Êtes-vous intéressé-e?

N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature complet avec la mention «Collaborateur.trice à 80%» jusqu'au 17 mai par courriel à: rh.neuchatel@unia.ch

Pour tout complément d'information sur le poste, Mme Jeanmonod Anne-Laure, Responsable RH, se tient à votre disposition au numéro de téléphone 032 729 22 19.

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Sonya Mermoud

ADMINISTRATRICE Barbara Buffa

JOURNALISTES Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet, Olivier Vogelsang

RÉDACTRICE MÉDIAS EN LIGNE

Virginie Zimmerli

ABONNEMENTS 19 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch

PUBLICITÉ pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques" Catherine Gavin

IMPRESSION Pressor SA, Delémont

Tirage contrôlé 49 870 exemplaires

LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

L'info à vos côtés

-30% sur nos abos
aux membres de nos
réseaux partenaires

lecourrier.ch/offres



COMPRENDRE
LE MONDE,
AGIR ENSEMBLE

UN MAÇON SUR DEUX N'A REÇU AUCUNE AUGMENTATION EN 2024

Unia et Syna ont mené une vaste enquête sur les chantiers, qui révèle que les employeurs se sont montrés bien pingres alors que le secteur bénéficie d'une bonne conjoncture

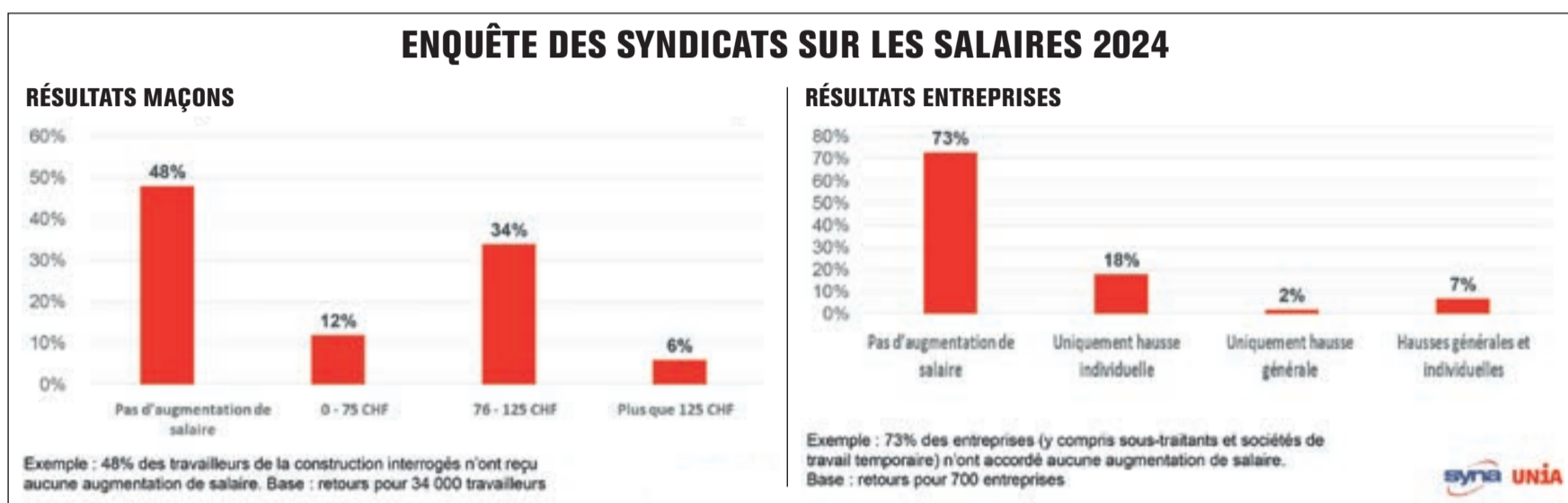
Textes Jérôme Béguin

Malgré la pénibilité du métier, l'inflation et la bonne conjoncture du secteur, un maçon sur deux n'a reçu aucune augmentation salariale en 2024; 46% ont touché un supplément qui ne couvre même pas le renchérissement. Seule une poignée de travailleurs de la construction ont perçu une revalorisation permettant de faire face au coût de la vie. Tel est le cruel constat d'Unia et de Syna.

Ces dernières semaines, les deux syndicats ont mené une vaste enquête sur les chantiers; 34 000 travailleurs de 700 entreprises ont été interrogés dans toute la Suisse. Résultat: 48% des salariés n'ont reçu aucun kopeck; 12% une revalorisation salariale mensuelle jusqu'à 75 francs; 34% une augmentation comprise entre 76 et 125 francs; et 6% une majoration de plus de 125 francs.

SEPT ANNÉES DE PERDUES...

«Pour compenser le renchérissement de 2,1% et maintenir le pouvoir d'achat, une augmentation de 128 francs en moyenne aurait été nécessaire», constate Nico Lutz, membre du comité directeur d'Unia et responsable du secteur construction. Ceux qui n'ont rien touché essuient donc, pour 2024, une baisse de salaire réel supérieure à 2%. «En données corrigées du renchérissement, les salaires pratiqués dans le secteur principal de la construction sont aujourd'hui inférieurs à ceux de 2016 dans presque toutes les catégories. Les sept dernières années ont été sept années perdues pour les maçons, malgré le dur labeur accompli dehors, par



n'importe quel temps, et malgré leur dévouement. Pas étonnant donc que les métiers de la construction perdent de leur attrait et que la main-d'œuvre qualifiée fasse défaut.»

Cette baisse de salaire réel n'est pas indolore sachant que les maçons ne roulent pas sur l'or, le salaire moyen toutes catégories confondues (du manoeuvre au chef d'équipe) s'élevait à 6094 francs en 2023. Le niveau général des prix est aujourd'hui supérieur de 7% à ce qu'il était fin 2020. Le carburant et l'énergie ont subi des hausses de 30% et de 60%, respectivement. Les primes maladie ont pris 15% depuis 2022 et les loyers 3% en un an. «A la fin du mois, les travailleurs de la construction ont de moins en moins d'argent dans leur portemonnaie», déplore Guido Schluep, coresponsable de la construction de Syna.

INDICATEURS CONJONCTURELS AU BEAU FIXE

A l'automne dernier, les représentants de la Société des entrepreneurs avaient rompu les négociations salariales en prétendant que les entreprises accordaient d'elles-mêmes des augmentations salariales. La réalité est tout autre. Selon le sondage des syndicats, 73% n'ont accordé aucune augmentation, 18% ont délivré des augmentations individuelles, 2% seulement des augmentations générales et 7% un mélange des deux.

«Les sociétés correctes qui maintiennent le pouvoir d'achat de leur personnel, voire qui les font participer aux bénéfices générés en leur accordant une augmentation de salaire réelle, sont pénalisées sur le marché. Parce que les entreprises qui tirent les salaires réels vers le bas ont des coûts salariaux plus faibles», souligne Nico Lutz.

Les indicateurs conjoncturels sont pourtant au beau fixe. «La conjoncture de la construction ne connaît qu'une seule direction depuis des années: vers le haut. Les perspectives sont aussi très prometteuses, en raison de différents facteurs structurels, aussi bien dans le bâtiment que dans la construction d'infrastructures. La nouvelle baisse des taux d'intérêt devrait avoir un effet positif supplémentaire», estime Chris Kelley, coresponsable du secteur construction d'Unia.

RENDICATIVES À FIXER

En juin prochain, lorsque les prévisions du renchérissement pour 2024 seront connues, les conférences professionnelles des deux syndicats fixeront les revendications en vue des négociations salariales de l'automne. «Une augmentation des salaires pour tous est nécessaire. Elle doit être plus élevée que le renchérissement et également tenir compte du retard salarial de ces dernières années», conclut Simon Constantin, membre de la direction du secteur construction d'Unia. ■



La vaste enquête menée par Unia et Syna englobant 34 000 travailleurs de 700 entreprises dans toute la Suisse a révélé que 48% d'entre eux n'ont pas eu droit à une hausse des salaires.

LES CONTRÔLES SE RENFORCENT SUR LES CHANTIERS AVEC SIAC

Si les partenaires sociaux ne sont pas d'accord – pour l'heure – sur les salaires, ils s'accordent bien, par contre, sur le Système d'information Alliance construction (SIAC). Lancé le 17 avril 2019 par les organisations patronales et les syndicats de la construction et du second œuvre, ce système de contrôle antidumping des chantiers n'a fait que se renforcer depuis cinq années. Commencé avec les données de mille entreprises, il gère aujourd'hui les informations sur les contrôles effectués auprès de plus de 43 000 sociétés. Peu à peu, presque toutes les branches actives sur les chantiers sont ve-

nues s'ajouter. SIAC, c'est à la fois un portail d'accès sur une base de données, des attestations de conformité conventionnelle et une carte avec un code QR portée par l'ouvrier, qui permet de vérifier que l'entreprise pour laquelle il est employé respecte la CCT. Des badges sont déjà utilisés en Suisse romande, mais SIAC permet un échange d'informations aux plans national et intersectoriel. Il est donc prévu que CartePro et Cerbère, les deux systèmes romands, soient progressivement intégrés à SIAC. ■

POING LEVÉ

COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

Par Manon Todesco

Le 3 avril, l'UDC déposait à Berne son initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions!», accompagnée de 114 000 signatures. On ne va pas se mentir, récolter 114 000 paraphe en neuf mois, soit deux fois moins longtemps que le temps imparti, montre clairement que le sujet inquiète, ou du moins préoccupe... Depuis 2023, plus de 9 millions de personnes vivent en Suisse. Certes, ces chiffres peuvent donner le tournis et le seuil des 10 millions d'habitants peut faire peur, mais pour autant, les prétendues solutions portées par l'UDC ne résolvent rien. Au contraire, en les suivant, on se tirerait une balle dans le pied!

Reprenons. Pour l'UDC, la clé réside dans le contrôle strict de l'immigration, cette dernière étant responsable de tous les maux de notre société: hausse de la violence et de la criminalité, endettement des services sociaux, pénurie de logements, hausse des loyers, transports publics bondés, routes embouteillées, baisse du niveau des écoles ou encore pression sur la beauté du paysage et la préservation de la nature. Rien que ça... Pour freiner cette immigration, le parti agrarien veut tout simplement fermer les frontières quand la Suisse atteindra les 9,5 millions d'habitants. Si on considère que rien qu'en 2023, environ 100 000 personnes sont arrivées dans notre pays, ces mesures seraient déployées sans doute avant 2030... Demain, donc... Et si cela ne suffisait pas, l'UDC serait prête à résilier l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne.

On ne peut que rejoindre l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), qui a fermement rejeté cette initiative dans un communiqué de presse, l'accusant de faire des personnes déplacées par la guerre de «véritables boucs émissaires», les privant du droit à l'intégration et les précipitant dans l'aide d'urgence. L'OSAR dénonce l'absurdité totale du discours de l'UDC, qui fait porter le chapeau de tous les problèmes sociaux aux migrants «alors que les personnes issues du domaine de l'asile ne représentent que 2,5% de la population résidente permanente». En réalité, cette initiative, si elle devait passer, ne ferait que provoquer l'explosion de l'immigration clandestine. Eh oui, comme au Royaume-Uni à la suite du Brexit. Là aussi, le but était de réduire l'arrivée des migrants. Loupé! Au lieu d'octroyer à ces migrants un permis F et l'opportunité de travailler, on les poussera vers l'aide d'urgence. Et puis, n'oublions pas la pénurie de main-d'œuvre, déjà forte dans certains secteurs économiques aujourd'hui. Tout comme le défi du vieillissement de la population, qui touche aussi nos voisins européens. On sera bien contents d'avoir un peu d'étrangers prêts à repeupler et à faire tourner le pays! Pas de panique, la Suisse a la place et les moyens de voir sa population croître encore un peu. Une fois de plus, l'UDC surfe sur la peur pour balancer des objets xénophobes. Bien tenté, mais on ne tombera pas dans le panneau! ■

TRAVAIL FORCÉ: DAVANTAGE DE VICTIMES ET DES PROFITS FARAMINEUX

Le travail contraint dans le secteur privé a augmenté, selon une nouvelle étude internationale consacrée à la question



Le travail forcé génère, dans l'économie privée, 236 milliards de dollars de bénéfices illégaux par an, soit, depuis sept ans, 37% de plus.

Sonya Mermoud

Victimes et gains en hausse: en 2021, selon la dernière étude de l'Organisation internationale du travail (OIT), le travail forcé concernait 27,6 millions de personnes dans le monde, soit 3,5 individus pour mille. Un chiffre qui a augmenté ces dernières années, de même que les profits qui lui sont associés. Ce fléau génère, dans l'économie privée, 236 milliards de dollars de bénéfices illégaux par an, soit, depuis sept ans, 37% de plus. Une progression qualifiée de spectaculaire par l'OIT, qui tient et à l'augmentation du nombre des victimes et à des rendements plus élevés. Le phénomène, peut-on encore lire dans la recherche, concerne la planète entière, aucune région n'étant épargnée. La plus forte concentration des cas en proportion de la population s'observe dans les Etats arabes avec 5,3 personnes pour mille, suivis de l'Europe et de l'Asie centrale (4,4 pour mille), des Amériques, et de l'Asie et Pacifique (3,5 pour mille) et de l'Afrique (2,9 pour mille). Le sec-

teur privé concentre la majorité des situations de travail forcé, soit près de 9 sur 10. Les 63% de ces cas concernent l'exploitation par le travail et touchent tous les domaines professionnels - industrie, services, agriculture, économie domestique. L'exploitation à des fins sexuelles commerciales représente, elle, 23% des cas. La majorité des victimes sont des filles et des femmes et, pour un quart environ, des enfants. Les 14% restants sont imputés à du travail forcé par l'Etat (non étudié dans la recherche). Des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont par ailleurs contraints de mendier dans les rues ou de se livrer à des activités illicites.

DES MILLIARDS DE DOLLARS À LA CLÉ

Le rapport de l'OIT estime que les trafiquants et les criminels génèrent près de 10 000 dollars par victime de travail forcé, contre 8269 dollars il y a dix ans. Ces pratiques coercitives rapportent à l'Europe et à l'Asie les gains illégaux les plus élevés, soit 84 milliards de dollars annuels, devant l'Asie et Pacifique (62 milliards), les Amériques (52 mil-

liards), l'Afrique (20 milliards) et les Etats arabes (18 milliards). L'exploitation sexuelle commerciale génère les bénéfices les plus juteux représentant 73% du total des profits. Et cela quand bien même le nombre de victimes n'équivaut qu'aux 27% de l'ensemble. Viennent ensuite les secteurs de l'industrie avec 35 milliards de dollars, des services (20,8 milliards), de l'agriculture (5 milliards) et du travail domestique (2,6 milliards). Ces profits illégaux correspondent aux salaires qui reviennent de droit aux travailleurs, mais qui restent dans les mains de leurs exploités.

PERPÉTUATION DES CYCLES DE PAUVRETÉ

«Les personnes contraintes au travail forcé sont soumises à de multiples formes de coercition, la rétention déléguée et systématique des salaires étant l'une des plus courantes. Le travail forcé perpétue les cycles de pauvreté et d'exploitation et porte atteinte à la dignité humaine. Nous savons aujourd'hui que la situation n'a fait qu'empirer. La communauté internationale doit s'unir d'urgence pour

prendre des mesures afin de mettre fin à cette injustice, protéger les droits des travailleurs et défendre les principes d'équité et d'égalité pour tous», a déclaré Gilbert Houngbo, directeur général de l'OIT, s'exprimant par voie de communiqué.

Dans ce contexte, les auteurs du rapport soulignent le besoin urgent de prendre des dispositions propres à endiguer le flux des profits illégaux et à traduire leurs auteurs en justice. Renforcement des cadres juridiques, formation des responsables chargés de la mise en œuvre des lois, extension de l'inspection du travail aux secteurs à hauts risques et amélioration de la coordination entre l'application du droit du travail et du droit pénal figurent parmi les solutions préconisées. Ces dispositions doivent, selon l'OIT, s'inscrire encore dans une approche globale «qui s'attaque en priorité aux causes profondes et protège les victimes» sans laquelle, estime-t-elle, le travail forcé ne pourra pas être éradiqué. ■

Des élections européennes charnières

La Confédération européenne des syndicats appelle à voter pour les candidats qui défendent réellement les travailleuses et les travailleurs

Aline Andrey

Des élections charnières se jouent dans l'Union européenne le 9 juin prochain. Pour la Confédération européenne des syndicats (CES), «elles détermineront le choix de l'Europe». Celle de la solidarité et de l'ouverture ou celle de l'austérité et de la xénophobie. Dans un manifeste, la faïtière invite les citoyennes et les citoyens à «repousser la menace de l'extrême droite qui prétend malhonnêtement soutenir les travailleurs et les travailleuses quand, en réalité, elle attaque leurs syndicats et leurs droits démocratiques». La CES appelle, entre autres objectifs, à une Europe équitable, des emplois sûrs, des salaires et des retraites décentes, l'égalité salariale entre femmes et

hommes, de meilleures conditions de travail, un dialogue social renforcé, des services publics de qualité, une politique industrielle européenne forte prévoyant des investissements publics et privés, l'atteinte des objectifs climatiques par une transition juste, des voies migratoires sûres, la promotion de la paix et de la démocratie...

UN QUART D'EUROPÉENS

Plus de 2,3 millions de citoyens européens vivent en Suisse. Pratiquement, chaque pays a ses propres modalités. Le vote est prévu, à quelques exceptions près, entre le 6 et le 9 juin, moyennant pour la plupart des Etats une inscription préalable sur les listes électorales.

A noter que le vote est obligatoire pour les Belges (dès 16 ans) et les

Luxembourgeois (de 18 à 75 ans). Le vote par correspondance n'est pas possible pour les Italiens qui doivent se rendre dans leur commune d'origine les 8 et 9 juin 2024 (des aides financières au voyage sont possibles). Même topo pour les ressortissants de la Bulgarie, l'Irlande, Malte (dès 16 ans), la Slovaquie et la République tchèque.

Pour la France, l'inscription sur la liste électorale consulaire à l'ambassade ou dans les consulats doit se faire jusqu'au 3 mai; le vote se déroule dans ces lieux. Pour l'Allemagne, l'inscription (dès 16 ans) se fait auprès de la commune compétente jusqu'au 19 mai; le vote par correspondance est possible. Pour le Portugal, l'inscription se fait automatiquement lors de l'enregistrement au consulat; ses ressortissants se

rendent dans les bureaux de vote de l'ambassade ou des consulats le jour des élections (Genève, Sion, Zurich, Lugano).

Pour l'Espagne, les inscriptions doivent se faire entre deux et trois mois avant les élections; le vote a lieu à l'ambassade à Berne ou par correspondance.

Pour la Grèce, le vote par correspondance est possible en s'inscrivant jusqu'au 29 avril sur les listes du Ministère de l'intérieur.

La Croatie permet l'enregistrement jusqu'à dix jours avant les élections; le vote a lieu à l'ambassade ou au consulat... ■

Toutes les informations pour l'ensemble des pays européens sur: elections.europa.eu

BRÈVES

RÉVOLTE DES SALARIÉS DE GOOGLE

Un mouvement de salariés au sein de Google demande à la direction d'abandonner le projet Nimbus, un contrat signé en 2021 de 1,2 milliard de dollars avec Israël. Google et Amazon, également signataires, fourniraient ainsi des services d'intelligence artificielle et d'informatique au Gouvernement et à l'armée de l'Etat hébreu. Le groupe de protestation, appelé No Tech for Apartheid, compterait aujourd'hui plus de 200 employés au sein de Google. Le 16 avril, à la suite de manifestations contre le projet Nimbus, devant plusieurs sièges aux Etats-Unis, vingt-huit travailleurs ont été licenciés. Pour beaucoup, le manque de contrôle sur la manière dont cette technologie est utilisée signifie que l'armée israélienne peut l'employer à des fins violentes dans le massacre en cours à Gaza. ■

AMIANTE ET PESTICIDES, MÊME COMBAT

Une quarantaine de mutuelles européennes se sont réunies à Bruxelles le 11 avril pour sensibiliser sur les enjeux de santé publique liés à l'amiante, aux pesticides et à l'alimentation biologique. Pour ces organisations, «environ 50 millions d'Européens sont touchés par une ou plusieurs maladies chroniques en partie liées aux pesticides». Elles soulignent: «Leurs dangers présentent de grandes similitudes avec ceux de l'amiante.» Le mouvement demande au Parlement européen et à la Commission européenne de retirer l'amiante des écoles, gymnases et autres bâtiments publics en Europe jusqu'en 2032, de maintenir l'objectif de réduction de 50% de l'utilisation des pesticides dans l'UE d'ici à 2030, de réaliser 20% minimum d'alimentation bio dans les établissements scolaires d'ici à 2025, de mettre en œuvre une Europe 100% agroécologique d'ici à 2050. ■

INVESTISSEMENTS ÉCOCIDAIRES DE LA BNS

Trois des principaux leaders de la résistance contre la fracturation hydraulique et les violations des droits humains en Argentine sont en Suisse pour demander des comptes aux banques qui investissent dans ces projets, notamment à Vaca Muerta, et aux politiques suisses. BreakFree Suisse les soutient en rappelant que la Banque nationale suisse et UBS ont investi plus de 9 milliards de dollars dans des entreprises de combustibles fossiles, dont TotalEnergies, Chevron et Shell, fortement impliquées dans cette technique d'extraction particulièrement polluante. Ce soutien financier est en contradiction avec la position claire de nombreux cantons suisses qui s'opposent à la fracturation hydraulique. ■

LA DÉFORESTATION PAR H&M ET ZARA

L'ONG britannique Earthsight accuse H&M et Zara d'être liées à des activités de déforestation illégale, d'accaparement de terres, de corruption et de violence dans des plantations de coton détenues par leurs sous-traitants au Brésil dans la région du Cerrado, savane réputée pour la richesse de sa faune et de sa flore. Le coton qui y est cultivé est ensuite acheminé dans des entreprises en Asie où s'approvisionnent les géants de la fast-fashion... ■

AA



ENVIRONNEMENT

La coprésidente des Aînés pour le climat commente un jugement historique.

PAGE 11



VALAIS

Un jour dans la vie d'un secrétaire syndical partageant son travail entre le bureau et le terrain.

PAGES 12-13

HISTOIRE

La Révolution des œillets, un cauchemar pour la bourgeoisie.

PAGE 14

UNE FORMATION DE MAÇON DESTINÉE AUX RÉFUGIÉS

Lancé à Fribourg, un projet pilote de formation intégrative vise à permettre à des personnes issues du monde de l'asile d'apprendre le métier de maçon

Sonya Mermoud

Favoriser l'intégration de personnes issues du domaine de l'asile et répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans la construction: voilà les deux objectifs poursuivis par le projet de formation «Façonne ton avenir», lancé par la Fédération fribourgeoise des entrepreneurs (FFE) et l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) Fribourg, en partenariat avec le Service de l'action sociale. Le 11 avril, 26 requérants d'asile et réfugiés d'Erythrée, d'Afghanistan, de Syrie, de Turquie, d'Ukraine, etc., ont été invités à assister à Courtaman, dans les locaux de la FFE, à une séance d'information sur la formation proposée. Cette présentation a été suivie par une visite de la halle des maçons où les intéressés ont pu découvrir quelques facettes du métier. Le cursus proposé se déroule sur six mois. Il comprend une partie théorique visant à un renforcement des connaissances de base des candidats en matière de français – y compris le langage spécifique du gros œuvre –, de calcul et d'informatique. Le volet pratique est assuré un mois durant par la FFE avant un stage de trois mois au sein d'une entreprise partenaire. Le public cible? Des migrants âgés de 16 à 50 ans

titulaires d'un permis B ou d'admissions provisoires (permis F et S). Tout au long du processus, l'OSEO accompagnera et coachera individuellement les participants. A la fin du programme, ces derniers recevront une attestation validant les compétences acquises. Et seront dans l'idéal soit orientés vers une formation professionnelle de base soit engagés comme aides-maçons.

SORTIR DE L'AIDE SOCIALE

Réfugié statutaire provenant d'Erythrée, Tesmegen a suivi avec intérêt la présentation et s'est inscrit à la formation à son issue. L'homme de 28 ans possède déjà un métier mais a dû, pour des raisons de santé, y renoncer. «J'ai obtenu une Attestation fédérale de formation dans le domaine de la menuiserie. Mais à cause de problèmes d'asthme et d'allergie aux poussières de bois, mon médecin m'a dit que je devais arrêter», explique l'exilé, arrivé en Suisse il y a seize ans. «Je n'aurais pas ce souci, avec la maçonnerie, à l'air libre. Et j'aime le travail physique», ajoute Tesmegen, qui voit aussi dans cette opportunité l'occasion de stabiliser sa vie et d'acquiescer une indépendance financière. «Le salaire de base est intéressant, même si tout est cher. Je souhaite sortir du social. Sans emploi, ma vie est compli-



THERRY PORCHET

Plus de 25 requérants d'asile et réfugiés d'Erythrée, d'Afghanistan, de Syrie, de Turquie, d'Ukraine, etc., ont visité la halle des maçons afin de découvrir quelques facettes du métier.

quée, d'autant plus que j'aimerais aussi fonder une famille. Cette initiative ouvre une petite porte sur le monde du travail», commente encore le réfugié, soulignant que le manque d'expérience professionnelle rend difficile les recherches de postes, mais aussi sa nationalité. «Mon origine constitue un léger handicap. La peur des différences... Je comprends, mais ce sont des préjugés.»

UN MODÈLE «GAGNANT-GAGNANT»

Ayant fui l'Afghanistan, Sayed, 22 ans, souhaite lui aussi suivre la formation. «Je suis très motivé. J'aime le travail en équipe, l'idée d'être constamment dehors, et de se déplacer sur différents chantiers.» Arrivé dans nos frontières en 2021, le requérant d'asile titulaire d'une admission provisoire précise avoir déjà quelques connaissances dans le domaine de la construction. «J'ai acquis un peu d'expérience dans mon pays. J'espère pouvoir faire un apprentissage», rêve Sayed, avant de compléter, enthousiaste: «C'est un métier où il n'y a pas de chômage. Et on peut construire de beaux bâtiments. Il y a aussi beaucoup de technologie.» L'effort physique ne rebute pas le jeune. «Bien sûr, c'est difficile, mais je suis sportif. Je fais de la lutte.» Unique en Suisse, la formation, concluent les initiateurs, se veut un modèle «gagnant-gagnant». Elle doit non seulement contribuer à l'inté-

gration socioprofessionnelle des exilés mais aussi couvrir des besoins de l'économie privée. «Il s'agit de créer des passerelles entre les migrants et les entreprises. Nombre d'entre eux ne disposent pas de qualification. L'absence de formation professionnelle peut les pénaliser toute leur vie», note Joël Gavin, directeur de l'OSEO Fribourg. David Valterio, directeur de la FFE, précise encore que la demande en main-d'œuvre justifie pleinement

la démarche mais pas sans préparation préalable. Quant à la rémunération des apprenants, ceux-ci devraient toucher dans un premier temps un montant incitatif mensuel de 250 francs en plus de l'aide sociale, puis être payés selon les tarifs de la convention nationale du secteur. Le projet fera l'objet d'une évaluation à la fin de l'année. «En cas de succès, soulignent les partenaires, il pourrait s'étendre à d'autres domaines de la construction.» ■



Sayed, un Afghan de 22 ans, s'est montré très intéressé à suivre la formation. «C'est un métier où il n'y a pas de chômage. Et on peut construire de beaux bâtiments. Il y a aussi beaucoup de technologie», a-t-il argumenté.

THERRY PORCHET

UNE INITIATIVE POSITIVE, AVEC DES RÈGLES À RESPECTER

Secrétaire régional d'Unia Fribourg, François Clément juge l'initiative globalement positive. «On a affaire à des personnes qui désirent travailler, qui sont fières de pouvoir gagner leur vie, de voler de leurs propres ailes. Elles ont besoin d'un premier job», note le syndicaliste, non sans insister sur le fait que le secteur souffre d'un cruel manque de main-d'œuvre. «Dans ce sens, on ne saurait se montrer naïfs. On n'est pas dans la charité. Il manque des milliers de volontaires pour effectuer ce genre de travaux pénibles, dangereux.» Une situation qui est aussi due, selon le représentant d'Unia, «aux décisions xénophobes prises ces dernières an-

nées alors qu'il aurait fallu accueillir cette population». Quoi qu'il en soit, le syndicaliste rappelle surtout que la formation devra se dérouler dans le respect strict de la Loi sur le travail et de la Convention nationale de la construction qui fixe notamment des minimums salariaux. Dans ce contexte, il mentionne «l'obligation de payer l'apprenant, dès le troisième mois de chantier, comme un manœuvre, à savoir 4700 francs par mois», mettant en garde contre toute concurrence déloyale. Il attend aussi de la Fédération fribourgeoise des entrepreneurs et des sociétés partenaires qu'elles informent les personnes concernées de leurs droits. ■

Un chantier indigne dénoncé à Genève



UNIA

Le 10 avril dernier, Unia Genève se rend sur un chantier à la rue de Carouge et le constat est sans appel. «Une table couverte par une épaisse couche de poussière servant de nappe fait office de réfectoire», rapporte le syndicat dans un communiqué de presse. «Elle est placée au milieu d'une salle utilisée comme dépôt, à l'air irrespirable. Dans toutes les pièces du chantier de rénovation en question,

des débris de bois et des sacs poubelles sont entreposés. L'escalier est également encombré de déchets, ce qui le rend périlleux. Des débris jonchent chaque étage et les paliers sont extrêmement dangereux parce que traversés de câbles électriques qui présentent un risque de chute constant pour les travailleurs.» Clairement, ce chantier ne respecte pas les conditions d'hygiène et n'assure pas la sécurité des ouvriers.

Des questions de dignité des salariés auxquelles Unia est très attentif au bout du lac après avoir lancé une campagne il y a trois ans sur la problématique. Le syndicat a alors immédiatement mis en demeure l'entreprise de gestion du chantier pour qu'elle se mette en conformité dans les 24 heures. «Quelques jours après notre passage, c'était chose faite: le chantier a été débarrassé et nettoyé comme nous le

demandions, rapporte José Sebastiao, responsable du secteur construction et artisanat à Unia Genève. Encore une fois, l'action syndicale et la dénonciation publique ont porté leurs fruits et ont pu améliorer les conditions de travail des employés sur le chantier.» ■ MT

LA SUISSE DOIT REVOIR SA COPIE EN MATIÈRE DE CLIMAT

La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Suisse pour inaction climatique. Entretien avec Anne Mahrer, coprésidente des Aînés pour le climat, l'association requérante

Propos recueillis par Sonya Mermoud

C'est un verdict historique, relayé bien au-delà des frontières helvétiques: le 9 avril, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné la Suisse en raison de son inaction climatique. Les juges de Strasbourg ont estimé que notre pays violait les droits humains des femmes âgées et ne prenait pas suffisamment de mesures pour lutter contre l'emballement à répétition des températures. La Confédération devra désormais agir en conséquence et s'acquitter des frais de justice de quelque 80 000 francs. C'est la première fois que la CEDH prononce un tel arrêt à l'encontre d'un Etat, générant une déferlante médiatique. Coprésidente des Aînés pour le climat, l'association requérante, Anne Mahrer commente cette victoire et ses implications.

QUESTIONS RÉPONSES

Quel a été votre sentiment à l'annonce du verdict?

Nous nous attendions à un jugement en notre faveur, mais celui-ci pouvait s'exprimer à différents degrés. Le verdict de la CEDH a dépassé nos attentes. La Chambre de la Cour a pris une décision très forte, et sur la question du climat et sur celle des droits fondamentaux, qui nous a émus et réjouis. Nous avons aussi ressenti une grande fierté.

Concrètement, sur quoi a statué le tribunal?

Les juges ont estimé que la Suisse ne respectait pas les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Ils ont ainsi reconnu qu'elle a violé notre droit d'accès à un tribunal, nous privant d'un procès équitable. Ils ont aussi admis que l'Etat a failli à son devoir de protection de la santé des aînées en ne prenant pas suffisamment de dispositions pour combattre le réchauffement climatique.

Quel impact a ce jugement?

C'est un jugement très important, car contraignant, et il aura des répercussions sur les 46 Etats membres du Conseil de l'Europe. Ces derniers sont susceptibles d'être exposés à des actions semblables à celle que nous avons menée. D'autres organisations pourront s'appuyer sur la jurisprudence en question.

«C'est un jugement très important, car contraignant, et il aura des répercussions sur les 46 Etats membres du Conseil de l'Europe.»

La CEDH a-t-elle vraiment les moyens de faire appliquer sa sentence?

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe – qui se réunit quatre fois par an – se charge de vérifier que les arrêts soient suivis et, dans le cas contraire, envoie des rappels à l'ordre. La Suisse n'a aucun intérêt à risquer une nouvelle publicité négative. Elle doit au contraire saisir cette opportunité pour devenir exemplaire. A noter encore que la CEDH a fixé des objectifs, non les



Le sourire après la victoire. Anne Mahrer, à gauche, au côté de son homologue coprésidente, Rosemarie Wydler-Wälti, à la sortie de la CEDH. «La Suisse a failli à son devoir de protection de la santé», souligne la militante qui s'est battue à côté de ses pairs, dénonçant l'impact de la canicule sur la vie des aînées.



moyens pour y parvenir. De notre côté, nous allons rester attentives pour nous assurer que le jugement soit appliqué.

«La décision de la CEDH n'empêche aucunement la démocratie directe de s'exercer.»

Pensez-vous que la décision de la Cour générera des changements dans les politiques helvétiques, prenant encore en considération le fait que le peuple a souvent le dernier mot?

La décision n'empêche aucunement la démocratie directe de s'exercer. Justice et politique doivent aller de pair, non s'exclure. Le peuple garde, quant à lui, la voix au chapitre, mais les propositions doivent être à la hauteur des enjeux. La Cour a souligné le lien clair entre le climat et la qualité de la vie, le bien-être. Cette relation ne peut être niée. La Suisse, dans ce sens, ne respecte pas les droits humains. Rappelons encore que notre pays a ratifié la Convention européenne des droits de l'Homme et doit respecter les décisions de la Grande Chambre composée de 17 juges dont un Suisse.

Est-ce vraiment à la Suisse, responsable d'environ 0,2% des émissions mondiales de CO₂, à en faire davantage?

Ce calcul n'englobe pas les émissions de CO₂ importées qui doivent aussi être prises en compte comme la Cour l'a exigé. Chaque nation doit faire sa part et tenir ses engagements. Notre pays est signataire de l'Accord de Paris et d'autres conventions. A lui seul, il consomme l'équivalent des ressources de deux presque trois planètes. Si tous les Etats agissaient de même, on atteindrait rapidement plus de trois degrés supplémentaires. La Suisse a aussi une responsabilité envers les pays du Sud qui sont les plus affectés par le changement climatique bien qu'elle-même vérifie déjà clairement les conséquences du réchauffement avec la fonte accélérée des glaciers. Nous sommes déjà au-dessus du 1,5 degré de plus.

Que vont faire aujourd'hui les Aînés pour le climat?

Nous allons poursuivre notre engagement. Il nous faut d'abord analyser et commenter avec notre équipe juridique l'arrêt de la Cour qui compte presque 300 pages. Nous devons clairement cibler ses développements et ses conséquences. Nous sommes très sollicités par les médias dans ce sens. Il s'agit aussi d'encourager, de donner de l'espoir aux activistes qui pourront se saisir de la décision des juges. D'épauler les militants qui ont été condamnés, comme ceux qui ont organisé une partie de tennis à Credit Suisse et qui ont fait appel à la CEDH (la décision n'a pas encore été rendue, ndlr). Cette condamnation est inacceptable alors que leur démarche était totalement pacifiste.

Que pensez-vous de mouvements qui organisent des actions coups de poing? Le collectif Liberate Switzerland a, par exemple, aspergé de peinture orange un garage vendant des grosses cylindrées?

Ce n'est pas notre mode d'action. Nous avons choisi la voie judiciaire et avant, en ce qui me concerne, celle politique en tant qu'ancienne élue. Cela dit, si on en arrive là, c'est bien la preuve du désespoir que peuvent ressentir certains activistes qui attendent une réaction forte des autorités. En vain. La problématique du climat n'a cessé de s'accroître. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat sonne l'alarme depuis plusieurs décennies déjà. Et pourtant, rien n'est fait.

Comment voyez-vous l'avenir?

Je préfère voir le verre à moitié plein qu'à moitié vide, mettre en avant les choses positives. Reste que le contexte environnemental et géopolitique est dramatique. Toutes les crises – pandémie, énergie, etc. – sont liées, transversales. Nous ne pouvons fonctionner en silos. Je garde l'espoir que les choses changent et je demeure mobilisée. Je continuerai à m'engager pour les générations futures, tant que j'ai l'énergie et la santé. ■

Voir aussi en page 15.

PARCOURS DE COMBATTANTES

Il aura fallu près de huit ans aux Aînés pour le climat pour obtenir gain de cause. Huit années d'un combat juridique mené avec le soutien de Greenpeace. Le groupe des Aînés se constitue en association de personnes particulièrement vulnérables en août 2016. Il compte à sa création 150 membres fondatrices pour atteindre aujourd'hui le nombre de 2500 femmes âgées en moyenne de 73 ans. En novembre 2016, les Aînés pour le climat déposent une requête au Conseil fédéral ainsi qu'au Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication et aux offices fédéraux de l'Environnement et de l'Energie les priant d'en faire davantage pour protéger le climat. Une demande rejetée au motif qu'il n'y a pas d'atteinte aux droits des personnes requérantes. En mai 2017, l'association se tourne vers le Tribunal administratif fédéral à Saint-Gall. Sans plus de succès. L'institution rejette le recours arguant que les requérantes ne souffriraient pas plus que d'autres catégories de la population des

conséquences du réchauffement climatique. Saisi à son tour, le Tribunal fédéral n'entre pas davantage en matière. Et estime, en mai 2020, que les requérantes ne subissent pas d'atteinte à leurs droits fondamentaux avec une intensité suffisante pour agir conformément à la Loi fédérale sur la procédure administrative. Le 26 novembre 2020,

Le groupe des Aînés compte 2500 femmes âgées en moyenne de 73 ans.

les Aînés pour le climat recourent à la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg qui accepte de traiter l'affaire à la Grande Chambre de façon prioritaire. Après une première audience publique, le 29 mars 2023, la CEDH rend son verdict le 9 avril, donnant raison aux requérantes. ■ SM

BRÈVE

FRIBOURG LOI CLIMAT À AMÉLIORER

L'Union syndicale fribourgeoise, la Grève du climat, les Parents pour le climat et les Grands-Parents pour le climat jugent insuffisante la politique climatique du Canton de Fribourg. Et ont lancé deux motions populaires visant à «corriger deux lacunes» de la loi y relative votée le 30 juin 2023. La première prie les autorités cantonales d'organiser une sortie échelonnée des énergies fossiles. La seconde réclame une évaluation externe de la politique environnementale et cite notamment en exemple l'analyse effec-

tuée par l'EPFL dans le canton de Vaud en 2022. L'alliance citoyenne, syndicale et écologiste espère rassembler au moins 300 signatures par texte. La récolte de paraphes débute ce printemps et devrait se terminer en juillet. Les motionnaires attendent du Grand Conseil qu'il entre en matière sur leurs demandes pour que «le Canton de Fribourg fasse sa part dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la préservation d'une Terre viable». ■ L'ES

«IL FAUT ALLER SUR PLACE, PASSER ET REPASSER»

Unia Valais affiche une croissance de 4,2% de ses effectifs en 2023. Comment s'y prennent les syndicalistes du Vieux-Pays pour recruter de nouveaux adhérents? Reportage à Monthey

Textes Jérôme Béguin
Photos Olivier Vogelsang

C'est le Valais qui, de toutes les régions d'Unia, affiche les meilleurs résultats dans le recrutement de nouveaux membres (lire ci-contre). En 2023, Unia Valais a enregistré 1942 adhésions et une croissance de 4,2%. Comment les syndicalistes du Vieux-Pays s'y prennent-ils? Ont-ils des secrets? *L'Événement syndical* s'est rendu à Monthey, dans le Chablais, pour tenter d'en savoir plus. Rencontre avec le secrétaire syndical Pedro Neves. Ce Portugais, prof de géo, est installé dans notre pays depuis 2008. «À l'époque, c'était la crise et la mère de ma copine, qui vivait en Suisse, nous a invités à venir.» Le jeune homme commence par travailler comme serveur dans un hôtel de Kandersteg. «Je ne peux pas dire qu'en arrivant j'ai eu le coup de foudre pour la Suisse... Moi, je viens du Sud, j'habitais au bord de l'océan, alors ce froid... Mais à force, j'ai appris à aimer la rigueur et la sécurité qu'offre le pays», confie-t-il, en nous invitant à monter dans sa voiture.

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE

«Quatre jours sur cinq, nous sommes sur le terrain. L'hiver, nous nous rendons dans les entreprises actives en intérieur et, dès mi-février, commençons les visites de chantiers.» Le travail ne manque pas, en traversant le chef-lieu du Chablais valaisan, on aperçoit de nombreuses grues se détachant sur fond de cimes enneigées. D'habitude, Pedro Neves effectue ces visites en binôme, mais ce jour-là ses collègues sont en congé. «C'est un travail d'équipe, certains secrétaires syndicaux sont à l'aise avec les adhésions, tandis que d'autres préfèrent le suivi des dossiers. C'est un travail de visibilité, il faut être sur place, passer et repasser, et, au bout d'un certain temps, les gens adhèrent. Il y a des jours sans adhésion et d'autres où on en comptabilise quatre. L'important est de marquer sa présence», explique-t-il, en garant son véhicule devant un home en construction. Des paysagistes sont en train de planter des arbustes. Pedro Neves leur distribue des gants de travail aux couleurs d'Unia. Deux d'entre eux sont membres des syndicats chrétiens. «Le problème, c'est que nous sommes payés à l'heure et, l'hiver, nous sommes au chômage en janvier et en février», dit l'un d'eux. Pedro Neves écoute et plaide gentiment pour Unia: «Il faut se



faire entendre, sinon on n'obtient rien. Il faut donner de la force à un syndicat combatif en nous rejoignant.»

POLYLOTTE

«Nous sommes en concurrence avec les syndicats chrétiens, ce n'est pas facile dans la mesure où nos cotisations sont plus élevées que les leurs, mais, pour le reste, nous sommes meilleurs. Ce n'est pas forcément mauvais, cela nous oblige à être bons», indique Pedro Neves, s'aventurant dans un no man's land s'étendant autour des bâtiments en construction.

Voilà un jeune maçon kosovar. Après quelques minutes de discussions, le syndicaliste lui fait signer un bulletin d'adhésion. Autour, d'autres maçons, syndiqués Unia, Pedro Neves les aborde en portugais. «Parler portugais est un avantage, je comprends aussi l'espagnol et l'italien, ça rapproche des gens. J'écoute beaucoup les travailleurs, ils me parlent de leur famille ou de foot... S'ils ont un problème, j'essaie de les aider.» L'escalier n'est pas encore construit et il faut grimper pour entrer dans un bâtiment. Perceuses-visseuses en main, des menuisiers travaillent sur des panneaux, des encadrements de portes et des portes-fenêtres. Sou-

rire aux lèvres, Pedro Neves désigne l'un d'eux: «Nous avons convenu que, si on obtenait une augmentation, il changerait de syndicat...» Bon joueur, le salarié opine. Vis-à-vis de la concurrence, Unia a l'avantage d'être un syndicat national et signataire de conventions collectives. «Notre employeur a fait une réunion pour nous dire que nous serions augmentés de 70 centimes, lance un menuisier. Nous lui avons répondu qu'il serait plus simple pour la comptabilité d'arrondir à 1 franc... Il n'a pas voulu...» Rires.

«TU NE PEUX PAS FAIRE CE JOB SANS RÉSEAU»

«Est-ce qu'il y a des nouveaux dans votre entreprise?», questionne Pedro Neves à la ronde. Non, ici, tout le monde est syndiqué. «Je demande souvent aux syndiqués de m'aider à aborder leurs collègues, parfois ce sont eux qui font les adhésions», ajoute le syndicaliste. Descende au sous-sol. Odeur de béton. Dans les halos des lampes de chantier, des électriciens tricotent des fils. «Je suis chef de chantier, je ne vais pas me plaindre, mais nous sommes quand même les plus mal payés du bâtiment, il y a quelque chose qui ne va pas», râle un électro, délégué syndical d'Unia. Pedro Neves en convient et échange quelques mots tout en continuant à distri-



buier des gants. «Il y a des régions où chaque secteur a un responsable, ici on fait tout, cela nous oblige à avoir des connaissances dans toutes les branches», précise-t-il. Retour en ville et débriefing sur une terrasse autour d'un panaché. Bilan de la journée pour Pedro Neves: deux adhésions. «Nous disposons d'une certaine liberté pour gérer notre travail et je trouve ça super. Souvent, nous faisons du recrutement à la pause de 9h ou à celle de midi, dans les cafés ou les stations-services, les travailleurs sont alors moins sous pression et plus disponibles. Et puis, ce job, si tu n'as pas de réseau, tu ne peux pas le faire. J'ai quand même quelques membres que je peux considérer comme des amis. On m'appelle régulièrement pour me prévenir lorsqu'il y a un nouveau collègue à syndiquer dans une entreprise. C'est important de pouvoir compter sur des militants qui vont participer aux réunions et se mobiliser pour les manifestations.»



Pour visionner notre vidéo:
youtu.be/2NjklrnlR1f

LES EFFECTIFS D'UNIA STABILISÉS

Entre 2016 et 2020, le nombre de membres d'Unia avait reculé de 201 000 à 182 000. Et l'arrivée de la pandémie a contrecarré les plans de redressement. Les effectifs ont finalement été stabilisés l'année dernière. Fin 2023, le syndicat comptait 174 450 adhérents. Remarquons qu'Unia a gagné 715 membres (+1,4%) dans le secteur des services, qui, avec plus de 53 000 membres, dépasse désormais les secteurs traditionnels de l'industrie, de la construction et des arts et métiers. Cela s'accompagne d'une augmentation de la part des femmes, qui atteint aujourd'hui 27,6%. Notons encore qu'en Suisse romande, outre le Valais, les régions Unia de Neuchâtel, Vaud et Transjurane affichent un solde positif. ■

LES MEMBRES RECRUTENT DES MEMBRES

Rappelons qu'Unia verse une prime de 100 francs à chaque membre recrutant un collègue ou une connaissance. En outre, à l'occasion des 20 ans de sa fondation, le syndicat organise un tirage au sort avec cent lots à gagner, d'une valeur de 25 à 1500 francs, destinés aux membres ayant réalisé un recrutement. ■



Participation sur: unia.ch/fr/membres/unia-a-20-ans



«C'est un travail d'équipe, certains sont à l'aise avec les adhésions, tandis que d'autres préfèrent le suivi des dossiers. Il y a des jours sans adhésion et d'autres où on en comptabilise quatre. L'important est de marquer sa présence», explique Pedro Neves.



Vetropack: les travailleurs luttent pour la sauvegarde de la dernière verrerie de Suisse

Le travail de consultation se poursuit et un projet solide a déjà été présenté à la direction. Au niveau politique, la solidarité et les actions se multiplient



Le 23 avril, des travailleurs de Vetropack accompagnés d'Unia ont remis une pétition munie de plus de 5000 signatures aux autorités vaudoises pour sauver leur usine. Ils ont donné également une bouteille, comme un symbole de celles qu'on lance à la mer.

Manon Todesco

Dans notre dernière édition, nous relayions la mobilisation du personnel de Vetropack juste avant Pâques, qui demandait une prolongation du délai de consultation au 30 avril et la présence de M. Cornaz à Saint-Prex pour négocier. La première revendication a été obtenue et c'est ainsi que le travail de consultation a pu se poursuivre ces dernières semaines. «Il y a de l'espoir, commente Abdeslam Landry, secrétaire syndical à Unia. Plus on avance dans le processus, plus on voit qu'il est possible de baisser drastiquement la consommation d'énergie – et donc ses coûts – dans l'objectif de rendre le site vaudois encore plus rentable qu'aujourd'hui.» Sans en dire trop, il semblerait qu'en faisant appel à des nouvelles technologies de traitement du verre et à des sources d'énergie moins gourmandes et plus respectueuses de l'environnement, il y aurait des chances de sauver le site de Saint-Prex. Le projet a été présenté cette semaine à la direction.

CORNAZ À SAINT-PREX!
Quant à Claude Cornaz, président du conseil d'administration de la holding et actionnaire principal de Vetropack, il a répondu par courrier qu'il ne viendrait pas à Saint-Prex rencontrer les travailleurs. «Il dit comprendre notre colère et nos réactions, mais préfère laisser les décideurs sur place gérer, rapporte le syndicaliste. Il nous appelle au dialogue et dit rester ouvert.» Les travailleurs, soutenus par Unia, lui ont récemment renvoyé une lettre afin de lui communiquer leurs idées pour maintenir le site et les emplois. «Nous avons de nouveau sollicité une rencontre avec lui.»

LARGE SOUTIEN POLITIQUE

Sur le plan politique, les réactions s'enchaînent. Le 9 avril, la conseillère d'Etat vaudoise en charge de l'Economie, Isabelle Moret, s'est rendue à Vetropack et a affirmé son sou-

tien aux travailleurs pour le maintien des emplois mais aussi pour que le site reste industriel. «Pour nous, cette prise de position est une aide dans notre projet et met des bâtons dans les roues du groupe si son intention est de revendre le terrain à des fins immobilières», réagit Abdeslam Landry. La *task force*, qui réunit l'Etat de Vaud et la direction de Vetropack, continue également ses travaux afin de trouver des solutions pour la sauvegarde du site de production. Enfin, une motion a été déposée le 16 avril au Conseil national par la Verte Sophie Michaud

Gigon et soutenue par les 18 parlementaires vaudois, de tous bords politiques. Celle-ci demande au Conseil fédéral de développer une stratégie industrielle pour conserver des secteurs clés pour l'approvisionnement du pays, tout en favorisant sa transition énergétique, notamment le secteur du verre. Unia rappelle qu'on recycle, en Suisse, pas moins de 300 000 tonnes de verre par année... En attendant que des décisions soient rendues, les travailleurs se préparent pour prendre la tête du cortège le 1^{er} Mai prochain, à Lausanne. ■

PÉTITION DÉPOSÉE AU GRAND CONSEIL

En cette matinée glaciale du 23 avril, une dizaine de travailleurs de Vetropack accompagnés d'Unia ont remis une pétition munie de plus de 5000 signatures au président du Grand Conseil. Ils ont demandé le maintien de la dernière verrerie industrielle de Suisse, la préservation des 175 emplois et d'un savoir-faire unique. «Nous avons présenté hier notre projet à la direction. Nous avons eu le sentiment qu'elle était attentive à nos propositions. Le rapport final sera remis à la fin du mois», explique Fabio Casimo, l'un des employés présents, qui croit au sauvetage du site. Tout comme son collègue Gianpiero Calzola, pour qui l'usine représente tout un pan de l'histoire familiale: «Mon grand-père a travaillé à Vetropack. Enfant, j'allais parfois apporter les repas à mon père. Je suis la troisième génération... Même si les conditions de travail sont difficiles, j'aime mon travail et l'ambiance familiale qui règne dans

l'usine.» D'autres camarades sont présents pour témoigner également de leur fierté d'avoir mené à bien cette période de consultation. «On a bien bossé, lance l'un d'eux. C'est une expérience de vie!» C'est la tête haute qu'ils sont ensuite allés présenter leurs propositions à la conseillère d'Etat Isabelle Moret. «Le projet permettrait au groupe Vetropack de développer son usine la plus écologique et innovante d'Europe», précise un communiqué commun d'Unia et de Syna. Parallèlement, ce même jour, une motion a été déposée au Grand Conseil pour demander «un renforcement de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions ou/et du Plan directeur cantonal» afin d'éviter que les sites industriels et artisanaux soit menacés par la spéculation immobilière. ■ AA

«POUR LA BOURGEOISIE, CE FUT UN CAUCHEMAR!»

La Révolution des œillets a été bien plus qu'un génial coup d'Etat militaire en faveur de la démocratie. Raquel Varela, professeure d'histoire, parle même de la révolution sociale la plus audacieuse survenue dans l'Europe de l'après-guerre. Elle explique pourquoi on ne parle plus guère aujourd'hui de ces faits, et ce que révèle la récente victoire aux urnes de l'extrême droite

QUESTIONS RÉPONSES

Propos recueillis par Jonas Komposch

Vous affirmez que la Révolution des œillets a commencé en Afrique. Pourriez-vous nous en dire plus?

Raquel Varela: Pour être précise, j'ai dit que la révolution portugaise n'a pas débuté lors du célèbre coup d'Etat militaire du 25 avril 1974 mais en 1961 déjà – lors d'une grève des cueilleuses et des cueilleurs de coton en Angola. Il s'agissait de travailleurs forcés d'un consortium belgo-portugais. L'administration coloniale portugaise a brutalement réprimé la grève. Les forces aériennes ont lâché des bombes au napalm sur une vingtaine de villages.

Comment?!

Plus de 10 000 personnes ont été brûlées. C'est ce massacre qui a précipité la lutte de libération anticoloniale en Angola. Peu après, la population opprimée a également pris les armes dans les colonies de Guinée-Bissau et du Mozambique. Cette résistance a attisé le mécontentement dans l'armée portugaise. Au cours de ces treize années de guerre contre les soulèvements anticoloniaux, près de 200 000 hommes se sont soustraits au service sous les drapeaux, 8000 ont même déserté et 9000 ont perdu la vie. Et plus la situation devenait difficile pour le Portugal, plus les militaires porteurs d'un projet démocratique se sentaient pousser des ailes dans le pays. Leur putsch a finalement abouti le 25 avril 1974.

Qui étaient ces militaires qui se sont soudain opposés à la dictature?

Ce n'étaient pas des membres de l'ancienne élite militaire mais de jeunes officiers de rang moyen, issus de la petite bourgeoisie. Ils avaient été déployés dans les colonies, où il leur avait fallu diriger des opérations meurtrières. Ils avaient rapidement réalisé qu'il était impossible de gagner cette guerre sale et qu'il fallait trouver une solution politique. Or, la dictature ne voulait pas en entendre parler. Par leur coup d'Etat, les officiers aspiraient à une révolution politique, au profit d'une démocratie bourgeoise.

Mais le peuple voulait davantage qu'une démocratie bourgeoise!

En effet, ce putsch a ouvert la porte à la révolution sociale la plus audacieuse survenue dans l'après-guerre en Europe. Des centaines de milliers de salariés se sont mis en grève, des millions de gens ont participé à des manifestations malgré le couvre-feu décrété par les putschistes, des expériences d'autogestion ouvrière ont démarré dans les centaines d'usines réquisitionnées, le prolétariat rural a occupé un quart des terres agricoles pour y créer des coopératives tandis qu'en ville, les familles des bidonvilles occupaient des milliers de maisons vides. Et dans tout le pays, un tiers de la population a participé à des conseils ouvriers ou à des comités de quartier.

On n'entend plus guère parler de ce volet de la révolution...

Evidemment, la bourgeoisie d'aujourd'hui n'a aucun intérêt à rappeler à la classe ouvrière de quoi elle



Le Portugal a célébré le 25 avril le 50^e anniversaire de la Révolution des Œillets, intervenue à la suite d'un coup d'Etat militaire. Un putsch qui a entraîné de vastes mouvements sociaux réclamant davantage qu'une démocratie bourgeoise. Photo: manifestation organisée le 1^{er} Mai 1974 à Lisbonne.

est capable. Dans de nombreuses entreprises, les salariés ont dicté leurs conditions après le putsch. Ils dirigeaient les usines de manière démocratique, souvent sans chef. Pour la bourgeoisie tant locale qu'à l'étranger, ce fut un cauchemar. Le pire événement même, après la défaite américaine au Vietnam!

Le Parti communiste, interdit d'activité jusque-là, a dû se frotter les mains.

Pas tout à fait. Le Parti communiste portugais ne voulait pas d'un processus révolutionnaire venant d'en bas. Il cherchait non pas à abolir le capitalisme au Portugal, mais à le réguler. En effet, le parti se pliait aux instructions reçues de l'Union soviétique, qui elle-même s'en tenait aux décisions prises en 1945, à la Conférence de Yalta. Le Portugal faisait ainsi partie de l'Europe de l'Ouest capitaliste. En 1948, le Portugal avait même compté parmi les membres fondateurs de l'OTAN. Le Parti communiste voulait à tout prix éviter une ingérence étrangère et s'est donc efforcé de contrôler l'effervescence régnant dans les usines, endiguant les débrayages et les mouvements d'occupation.

Quel rôle les syndicats ont-ils joué ici?

Ils avaient déjà été interdits dans les années 1930, ou du moins transformés en associations au service de l'Etat fasciste. Il y a bien eu une brève période de dégel à la fin des années 1960 quand António de Oliveira Salazar, le vieux dictateur atteint dans sa santé, fut écarté du pouvoir par ses fidèles. Mais la répression a vite repris ses droits. La liberté d'association n'est apparue qu'après le 25 avril 1974, et le Parti communiste a d'emblée cherché à s'imposer et à s'emparer du pouvoir dans les centrales syndicales. Il a également joué un rôle de premier plan dans la création d'Intersindical, la plus grande confédération syndicale portugaise, qui a rapidement dépassé un million de membres.

Ce chiffre ne comprend pas les membres des conseils ouvriers?

C'est exact. Il y avait beaucoup plus de gens encore dans les conseils ouvriers. Leurs pouvoirs étaient d'ailleurs plus étendus que dans les syndicats. Ces conseils étaient des organes autogérés dont la base pouvait en tout temps révoquer les membres élus, selon les principes de la démocratie directe. Plus de 5000 conseils ouvriers de ce genre étaient en activité dans tout le pays, ce qui paraît inimaginable aujourd'hui! D'où l'émergence d'une double répartition du pouvoir typique des révolutions, avec d'un côté l'Etat, les institutions et les syndicats, de l'autre les conseils ouvriers.

Dans votre ouvrage sur la Révolution des œillets, vous décrivez le Portugal de Salazar comme la «nation la plus arriérée d'Europe».

Nous possédions le taux de mortalité infantile et maternelle le plus élevé et les salaires les plus bas d'Europe. Un tiers des gens ne savaient ni lire ni écrire. La police politique faisait régner la censure et l'Etat contrôlait tous les médias, un parti unique était en place et il n'y avait ni élections libres, ni suffrage universel. Le statut de la femme était catastrophique. Elle n'avait pas le droit de voyager sans l'autorisation de son mari, qui avait le droit d'ouvrir son courrier. Et le divorce était interdit aux catholiques.

Quelle a été la place des femmes dans la révolution?

Oh, les femmes ont été très importantes durant la révolution. Notamment dans les conseils ouvriers et surtout dans les conseils de quartier. Ce sont elles qui ont décidé, en 1974, qu'il y aurait désormais des crèches. Ce sont encore des femmes qui ont créé les nouveaux centres de santé. Ou qui ont développé l'offre de transports publics. Et la liste est loin d'être exhaustive. Il faut savoir que les femmes avaient beau être opprimées

sous la dictature, elles possédaient un pouvoir considérable comme travailleuses. Nulle part ailleurs, les femmes étaient aussi nombreuses à travailler qu'au Portugal. Pour la bonne et simple raison que des milliers d'hommes avaient émigré ou étaient sous les drapeaux.

La dictature a pris fin il y a 50 ans. Or, aux élections parlementaires de mars dernier, le parti d'extrême droite Chega est monté en puissance. Pourquoi?

Le résultat des élections a été un choc. L'extrême droite est désormais la troisième force politique du pays, et met en péril les acquis démocratiques. Le constat vaut d'ailleurs pour toute l'Europe. Une trop grande concentration des richesses exacerbe les tensions sociales. Les riches et l'Etat qui prend leur défense font typiquement preuve d'autoritarisme en pareil cas.

Il est vrai que, jusque-là, l'extrême droite était restée insignifiante pendant des décennies. Le Portugal est ainsi un cas à part en Europe. A quoi cela tient-il?

Ce sont les effets de la Révolution des œillets! Après 1974, une vague révolutionnaire a déferlé sur le Portugal. Son Parti communiste était l'un des plus actifs d'Europe. Le déclin a commencé en 2017, quand l'extrême gauche et le Parti communiste ont soutenu le gouvernement social-démocrate. Le pouvoir exécutif n'a, hélas, rien changé aux lois anti-ouvrières que la «Troïka» (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international, *ndlr*) nous avait dictées, pendant la crise de la dette de 2010 à 2014. Il y a eu par la suite de nombreuses grèves, auxquelles le gouvernement social-démocrate a réagi par des lois antigrèves d'une grande sévérité. Ces incidents ont démoralisé l'électorat de gauche, qui ne s'est plus rendu aux urnes. La faiblesse de la gauche a ouvert un boulevard à la droite.

Le Parti socialiste a pourtant obtenu des résultats: l'économie est en plein essor et le chômage a reflué.

Seule une petite minorité profite de ce boom. Les 70% des salariés doivent faire des heures supplémentaires ou prendre un deuxième emploi, afin de joindre les deux bouts. Le salaire minimum national avoisine 700 euros. Pourtant, une étude était déjà parvenue à la conclusion en 2019 qu'il faudrait au moins 1300 euros pour couvrir les besoins de base. Depuis lors, l'inflation fait des ravages. Quant aux salaires réels, ils n'ont cessé de baisser depuis trente ans. La situation est catastrophique dans le secteur public. Les hôpitaux ferment les uns après les autres alors même qu'ils répondent à un besoin urgent, et des milliers d'élèves n'ont pas d'enseignants. Et les choses ne vont certainement pas s'améliorer avec le nouveau gouvernement conservateur. ■

Article paru dans «Work» du 18 avril 2024. Traduction de Sylvain Bauhofer.

Raquel Varela, 45 ans, enseigne l'histoire à l'Université nouvelle de Lisbonne et compte parmi les meilleurs spécialistes de l'histoire des conflits sociaux, du travail et des mouvements ouvriers. Son livre «A People's History of the Portuguese Revolution» (2019, paru en portugais et en anglais), fait partie des ouvrages de référence sur la Révolution des œillets. Raquel Varela est très connue au Portugal, où elle participe régulièrement à des débats politiques télévisés.

LE 25 AVRIL RÉSONNE JUSQU'EN SUISSE

De 1926 à 1974, le Portugal a vécu sous le joug d'une dictature fasciste. Mais le 25 avril 1974, des militaires insurgés mettaient un terme au régime salazariste (du nom de l'un de ses inspirateurs et principaux dirigeants, Antonio de Oliveira Salazar). Le signe de ralliement des révoltés était un œillet porté à la boutonnière, qui devint le symbole de cette révolution accomplie sans effusion de sang. Cinquante ans plus tard, cet événement, qui permit l'instauration de la démocratie, résonne encore fortement dans le cœur des Portugais et des Portugaises. Le 25 avril est férié au Portugal, c'est le «Jour de la liberté». La journée est aussi marquée d'une pierre blanche par la communauté portugaise de Suisse, forte d'un quart de million de personnes, et par les 26 000 membres portugais d'Unia. Après les Suisses, les Portugais sont le groupe national le plus important du syndicat, ils forment le tiers de son secteur construction. Cette année, le 25 avril a une dimension particulière dans la mesure où une formation d'extrême droite, Chega, a réalisé une percée aux élections législatives du 10 mars dernier, devenant, avec 18% des suffrages, la troisième force politique du pays. En Suisse, bénéficiant d'une faible participation, le parti est même sorti en tête dans les urnes, avec 33% des voix. Comme l'indique l'historienne Raquel Varela, la droite surfe sur la déception des électeurs envers le gouvernement et les partis de gauche. ■ JB



L'INSTANTANÉ

POUR DES TRANSPORTS PUBLICS ENFIN ABORDABLES

Photo Olivier Vogelsang

Le 10 avril, le mouvement citoyen AG!SSONS a lancé une nouvelle campagne romande et un appel «pour des transports publics accessibles et abordables en Romandie et contre de nouvelles autoroutes inutiles, destructrices et hors de prix». Devant la gare de Lausanne, Steven Tamburini, fer de lance du mouvement, affublé du masque du conseiller fédéral Albert Rösti, ancien lobbyiste de l'automobile et des énergies fossiles, en a donné les grands axes. AG!SSONS rebondit donc après l'invalidation des initiatives cantonales pour des transports en commun gratuits par le Tribunal fédéral. ■ AA

Pour s'informer et pour signer l'Appel, aller sur: nostransportspublics.ch

VIVRE ICI, VOTER ICI

Genève est appelé aux urnes le 9 juin pour octroyer le droit de vote aux personnes étrangères

Aline Andrey

Le 9 juin prochain, les citoyennes et les citoyens genevois sont appelés aux urnes notamment pour se prononcer sur l'initiative «Une vie ici, une voix ici... renforçons la démocratie». Déposé en août 2022, avec plus de 10 000 signatures, le texte demande un renforcement du système démocratique en ouvrant les droits de vote et d'éligibilité en matière cantonale et communale aux personnes étrangères. A l'heure actuelle, 40% des habitants du canton de Genève, engagés dans la vie sociale, culturelle, syndicale et écono-

mique sont tenus à l'écart de décisions publiques qui les concernent. Ceux-ci n'ont le droit de voter, et non pas d'être élus, que sur le plan communal. L'initiative soutenue par une large coalition de partis de gauche, des Verts et des syndicats, dont Unia, veut ainsi octroyer, aux niveaux cantonal et communal, le droit de vote et celui d'éligibilité aux étrangers résidant à Genève depuis huit ans au moins.

POUR UNE VRAIE DÉMOCRATIE

Pour Jocelyne Haller, fer de lance de cette proposition, c'est avant tout une question de respect de la démocratie

directe. «Dans ce système, il n'est pas acceptable que 40% de la population n'ait pas le droit de s'exprimer.» Bon nombre de membres d'Unia sont d'ailleurs exclus de ce droit. L'ancienne députée d'Ensemble à gauche et membre d'Unia Genève donne pour exemple telle travailleuse du commerce de détail qui n'a jamais pu s'exprimer sur les différentes votations cantonales liées aux ouvertures des magasins. Ou encore tel ouvrier qui n'a pas pu voter sur le salaire minimum... «Cette votation concerne l'ensemble de la population. C'est important que les personnes étrangères de notre canton mobilisent

leur entourage ayant le passeport suisse», ajoute la députée.

Quant à la naturalisation, elle ne devrait pas être, selon le comité de soutien, une obligation pour obtenir le droit de vote. «Entre autres raisons, on ne peut pas faire fi que la procédure de naturalisation a été rendue, ces dernières années, plus difficile d'accès», ajoute Jocelyne Haller.

Au niveau romand, Genève est clairement à la traîne. Les cantons de Vaud et de Fribourg octroient les droits d'éligibilité et de vote dans les communes depuis de nombreuses années. Tout comme le Jura et Neuchâtel, qui ont,

par ailleurs, ouvert le droit de vote aux étrangers au niveau cantonal depuis 1979 pour le premier et 2001 pour le second. Notons encore qu'une initiative a été déposée le 1er septembre 2023 dans le canton de Vaud «Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici» par le mouvement citoyen AG!SSONS, qui propose une extension sur le plan cantonal. ■



DE BIAIS

Christophe Gallaz

NEUTRALITÉ, VERTIGE CLIMATIQUE ET NOUVEAUX ENNEMIS PUBLICS

La neutralité telle que notre pays la met en œuvre est fatale. Elle produit des glissements intellectuels et politiques accouchant d'une droite ouverte et libérale, puis de ses franges réfractaires à tout esprit autocritique qui deviennent à leur tour l'agent propulsif d'une extrême droite chaussée de bottes mentales incarnée sous nos latitudes jusqu'au sommet de l'UDC. Une tentative de réflexion pour étayer cette hypothèse? La voici.

Les Suisses ont construit leur sentiment d'identité sur la base d'une automutilation. Pour que les Romands, les Alémaniques et les Tessinois supportent de coexister sur un territoire unique emblématisé sous une bannière commune, il a fallu que les uns et les autres procèdent à la rétention voire au déni de leurs différences. En affinant la rhétorique ad hoc, bien sûr, de quoi s'enchanter de connaître un destin convergent. Comme toute personne s'y trouve

invitée dans son cadre familial. Aussitôt, ayant réduit dans leur esprit la perception de ce qui les distingue entre eux, les Suisses ont pu déporter à l'extérieur de leurs frontières les tensions nées de leurs divergences mutuelles, et même y déporter leurs problèmes les plus embarrassants. On en connaît une illustration dûment transposée dans le fait que notre pays se contente, et va jusqu'à se vanter, de respecter les normes de décarbonation atmosphérique établies par les Accords de Paris en achetant ses droits de polluer en Afrique...

Le résultat de ce processus, sur le plan des sensations éprouvées par les Helvètes, c'est qu'il leur semble aujourd'hui régner moins d'écart psychologique et culturel entre un Appenzellois et un Lausannois qu'entre un Genevois et un Savoyard. Ainsi s'est notamment forgée, dans l'esprit commun local, l'idée que la Suisse est non seulement merveilleusement indivisible et dûment pacifiée, mais atteste

une intelligence politique supérieure. C'est pourquoi, quand la Cour européenne des droits de l'Homme a rendu le 9 avril dernier un arrêt condamnant pour la première fois un Etat pour cause d'inaction climatique, et justement le plus vertueux du continent, la droite dure et l'extrême droite UDC nationales se sont déchaînées au nom de l'agression légale intolérable qu'il serait.

De quoi faire apparaître plus clairement le schéma. La balance ou l'équation. D'une part, vous avez le réel constitué par tout un pan des conditions environnementales planétaires, donc aussi locales, qui se transforment à toute allure en un pouvoir mortel affectant le végétal et l'animal en passant par les communautés humaines. Et d'autre part, vous avez le concept et la construction mentale, qui sont ici le corpus légal et procédural dont notre pays s'est équipé dans le cours des âges dans le but que soit justement garantie l'existence des

personnes et du Vivant qui leur est fondamental.

Vous avez donc aujourd'hui, en Suisse, un corpus légal et procédural en chemin vers sa propre obsolescence à plusieurs égards, mais que l'esprit suisse, lointainement formaté voire aliéné par ses sacralisations incessantes du principe de la neutralité, a fini par fusionner avec un sentiment identitaire d'autant plus fantasmagique.

Tel est le paysage que la droite dure et l'extrême droite helvétiques, lancées dans une entreprise d'acharnement thérapeutique exalté, défendent en son état le plus immuable - d'où les cris d'orfraie montés de leurs rangs. Quittons le Conseil de l'Europe, s'écrient les porte-paroles de l'UDC, pour qui l'arrêt est «inacceptable» et «scandaleux!» Quelle ingérence dans les affaires du pays, s'étrangle le commentateur de la *Neue Zürcher Zeitung!* Pendant que le conseiller national libéral-radical Philippe Nantermod s'accroche pathétiquement aux branches sèches

de l'arbre institutionnel pour estimer «que nous assistons à une dérive de la Cour européenne, qui étend le champ d'application de la convention pour mettre en œuvre un agenda politique». Bien sûr, politique, comme Poutine dirait terroriste.

Or quand les ténors d'une droite dure flanquée d'une extrême droite de type UDC s'engagent de tout leur élan dans la perpétuation de références et de protocoles solennisés pour d'autant mieux ignorer le fond des choses, en l'occurrence l'emballage climatique et les dévastations environnementales menaçant déjà l'intérêt général de toutes parts, c'est qu'ils ont basculé dans le délire. Ce terme désignant, selon les dictionnaires, l'«état d'une personne caractérisé par leur perte du rapport normal au réel». Et c'est qu'ils se moquent de concourir, en ennemis publics comme je l'avançais, à laisser crever le monde et ses hôtes. ■

Voir aussi en page 11.

PAN DE VOILE LEVÉ SUR LA PROCÉDURE D'ASILE

Dans «L'Audition», son premier long métrage largement primé, la cinéaste Lisa Gerig retrace cette séance décisive où se joue le sort de requérants d'asile. Remuant



Sonya Mermoud

D'un côté, des requérants d'asile appelés à exposer leurs motifs de fuite, de l'autre des fonctionnaires du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), chargés d'enquêter sur leur parcours et de statuer sur leur sort: le documentaire *L'Audition* met en scène ce moment clé de la procédure d'asile. La réalisatrice Lisa Gerig a demandé à quatre exilés de rejouer leur propre rôle. Même requête pour les collaborateurs du SEM apparaissant dans ce long métrage. Le spectateur assiste à ces entretiens cruciaux qui détermineront si les migrants pourront rester ou non en Suisse. Il dé-

couvre le travail des autorités qui les interrogent sur leur parcours, réclamant des dates, des éléments de preuves, cherchant à décoder des émotions, parfois à les confondre, dans une ambiance le plus souvent à la distance et à la suspicion. Pour le moins déstabilisant et douloureux pour les auditionnés qui se sentent jugés, mis en cause, alors qu'ils font part de leur détresse, de leurs blessures... «Le but de ce film? L'audition est un moment souvent traumatisant pour le requérant. J'ai voulu ouvrir la discussion, un espace de réflexion sur ce processus et la responsabilité qu'il implique. Mettre en lumière les différents problèmes qu'il pose dans l'espoir qu'on cherche des

alternatives, d'autres modes de faire», explique Lisa Gerig. La réalisatrice de 33 ans, née à Morges et vivant aujourd'hui à Zurich, s'intéresse depuis de nombreuses années à la thématique. Elle a travaillé neuf ans comme bénévole pour des associations actives dans la défense des droits des migrants.

LE COURAGE DES RÉFUGIÉS

Pour tourner son documentaire, la jeune femme a dû faire montre de patience, solliciter nombre d'employés du SEM avant d'en trouver qui soient d'accord d'incarner leur fonction devant sa caméra. Elle souligne aussi le courage des réfugiés qui ont accepté de revivre les situations vécues. Avec, au

final, des scènes qui restent parfaitement authentiques. «Ce n'était évidemment pas imaginable de filmer une véritable audition. En raison du caractère délicat et complexe de la procédure, de l'influence potentielle de la caméra, de la charge émotionnelle. Là, il a été possible de faire des pauses. De maîtriser le déroulé. J'ai mis six ans à réaliser ce film», précise encore Lisa Gerig, qui s'est aussi focalisée sur le choix du bâtiment loué pour l'occasion. Un «protagoniste à part entière», reflétant au plus près le système, la bureaucratie, sa froideur. Ce microcosme clos, labyrinthique, anonyme où, derrière les murs, des destinées sont scellées. La talentueuse réalisatrice – qui a vu son

travail notamment couronné du Prix de Soleure – se réjouit surtout d'avoir pu donner de la voix aux exilés. Et remet clairement en question la procédure d'asile, convaincue qu'elle n'est pas exempte d'arbitraire, d'un facteur chance. De quoi interroger. Comme le notera, en substance, un des requérants dans *L'Audition*, «pour les gens du SEM, c'est un job, mais pour moi, c'est ma vie...» ■

Le documentaire «L'Audition» sera programmé sur différentes chaînes de télévision et plateformes. Il est aussi diffusé dans certains cinémas.

Un café au goût de pauvreté

Public Eye relaie la colère et le désespoir de cultivateurs de café dans la région mexicaine du Chiapas accusant l'acheteur, Nestlé, de payer des prix couvrant à peine leurs coûts de production. Une pétition a été lancée

Sonya Mermoud

Sacs de récolte en feu, banderoles dénonçant l'absence d'éthique de Nestlé et la pauvreté dans laquelle il maintient les cultivateurs: plusieurs actions de protestation ont récemment été organisées par des producteurs de café au Chiapas. Ces événements ont été rapportés par Public Eye qui a réalisé en février dernier un reportage sur la situation des caféiculteurs et



Quelque 200 cultivateurs ont brûlé des sacs de café estampillés «Plan Nescafé», manifestant leur colère face à des prix d'achat qui ne couvrent même pas les coûts de production.

des caféicultrices dans cet Etat au sud du Mexique. Une région qui concentre 40% de la production de café du pays et compte quelque 180 000 agriculteurs. Fin mars, l'ONG a médiatisé les résultats de son enquête étoffée de témoignages. Selon cette dernière, Nestlé paie des prix d'achat trop bas, permettant à peine de couvrir les coûts de production. Et ce en dépit de son Plan Nescafé qui promettait aux familles l'adoption d'un revenu plus élevé et une vie meilleure. La multinationale, précise Public Eye, incite depuis plus de dix ans les exploitations agricoles du Chiapas à abandonner la culture du café arabica, cultivé traditionnellement dans cette région, au profit du robusta, vendu à des prix inférieurs sur le marché mondial. La société a en effet besoin de cette variété pour produire son café en poudre, Nescafé, et, en 2022, elle a ouvert au Mexique une nouvelle usine dans ce but capable de traiter 40 000 tonnes de café vert par an.

POLITIQUE AGRESSIVE

Quand l'ONG s'est rendue sur place, elle a assisté à des actions de paysans et de paysannes qui brûlaient des sacs de café estampillés «Plan Nescafé», à proximité de la ville de Tapachula, près de la frontière avec le Guatemala. Une banderole était imprimée d'un «Nestlé, entreprise sans éthique, appauvrit le Chiapas». «Pourtant, le café acheté dans cette région par le géant agroalimentaire de Vevey est présenté comme provenant d'une production «responsable», dénonce Public Eye dans un communiqué. Le Plan Nescafé prévoit

des formations pour ses adhérents qui reçoivent par ailleurs des plants de robusta à haut rendement afin d'augmenter la productivité et leurs revenus. En théorie... «Dans les faits, Nestlé pratique une politique d'approvisionnement très agressive (...). Les prix consentis sont même plus bas que ceux de l'an dernier, si l'on tient compte de l'inflation, et ce malgré le fait que le cours du robusta en Bourse ait augmenté de 50% pendant cette période.» Concrètement, peut-on lire dans le reportage, le prix d'achat par kilo lors de cette saison de récolte – 26 pesos mexicains (environ 1,40 franc) – devrait au moins s'élever à 35 pesos mexicains (environ 1,80 franc en février dernier), voire 40 à 50 pesos pour pouvoir vivre correctement. «Au Chiapas, six mois seulement après la récolte, de nombreuses familles de petits producteurs n'ont déjà plus assez d'argent pour se nourrir. Le faible prix reçu pour le café est la principale cause de cette pauvreté généralisée, qui peut avoir des conséquences dramatiques, comme le travail des enfants et d'autres violations de droits humains.»

ASYMÉTRIE DE POUVOIR

Interpellée par les producteurs, la multinationale n'est pas entrée en matière sur leur revendication, soit un prix minimal permettant au moins de couvrir les coûts de production. Et a argué, dans un premier temps, que la question ne relevait pas de sa compétence, mais des sociétés intermédiaires locales... «Cette attitude illustre bien l'asymétrie de pouvoir entre le leader

du secteur et ses fournisseurs.» Les cultivateurs concernés ont depuis lancé une pétition demandant que Nestlé achète leur café à un prix suffisant pour vivre. Ils dénoncent les conséquences de la politique de l'entreprise, avec des familles qui basculent dans la misère et le risque que des jeunes tombent dans les griffes de bandes criminelles en essayant d'aider financièrement leurs proches. De son côté, Public Eye a relayé les réponses formulées par Nestlé interrogé en amont de la publication de son enquête. La multinationale estime en substance que «les producteurs de café devraient gagner un revenu suffisant pour maintenir un niveau de vie décent pour eux et leurs familles», mais qu'il n'existe toutefois pas de «solution simple» sur un marché dépendant de

l'offre et de la demande. «Le groupe n'a pas de garantie minimale, mais offrirait «les prix les plus compétitifs sur un marché ouvert» et, «selon l'origine et la qualité requise, un supplément pour le café provenant de sources responsables», rapporte Public Eye, précisant encore que Nestlé ne s'est pas prononcé sur la situation rencontrée au Chiapas et les protestations des cultivateurs. La multinationale, selon l'ONG, s'est limitée à communiquer sur le nombre de producteurs de café participant au Plan Nescafé, à savoir plus de 7000, affirmant que la démarche «aide les communautés actives dans la culture de café à augmenter leur productivité, à réduire les coûts des intrants et à améliorer leurs conditions de vie...» ■

LES BÉBÉS DU SUD RENDUS ACCROS AU SUCRE

Public Eye lance une pétition demandant à Nestlé de mettre fin à sa pratique «injustifiable et néfaste» d'ajouter du sucre dans les aliments pour bébés distribués sur les marchés africain, asiatique et latino-américain, notamment dans ses produits Cerelac et Nido, marques parmi les plus vendues du monde. Les résultats de l'enquête «Comment Nestlé rend les enfants accros au sucre dans les pays à revenu plus faible» montrent notamment que la quasi-totalité des céréales ou des laits en poudre à destination des pays du Sud contiennent des sucres ajoutés, alors qu'en Suisse et en Europe, ce n'est pas le cas. «Un double standard injustifiable et problématique d'un point de vue éthique et de santé publique, en particulier au regard de l'épidémie d'obésité dont sont victimes les pays à plus faible revenu», souligne Public Eye. En 2022, l'OMS a appelé à bannir tous les sucres ajoutés de la nourriture pour les moins de 3 ans. ■ AA

Pour plus d'informations et signer la pétition, aller sur: publiceye.ch